



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 23 du 17 août 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 août 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	971
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	971
CABINET.....	971
Bureau du cabinet.....	971
Arrêté du 9 juin 2011 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2011.....	971
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	999
Bureau des réglementations.....	999
Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à OZONE PLUS, ZA Les Moussières, route de Saint-Nicolas à VILLE EN VERMOIS (54210) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-25.....	999
Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à ACTI ROUTE, 9 rue du docteur Chevallereau à FONTENAY LE COMTE (85201) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-26.....	999
Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à ACTI ROUTE, 9 rue du docteur Chevallereau à FONTENAY LE COMTE (85201) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-27.....	1000
Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à BCA SERVICES, 2 rue Henri Bergson à ASNIERES (92665) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-28.....	1000
Arrêté n° 227 modifié le 12 août 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « POLE EUROPE PROTECTION ».....	1000
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1001
Bureau des procédures environnementales.....	1001
Arrêté du 4 août 2011 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.....	1001
Arrêté du 5 août 2011 portant modification et renouvellement de la composition du comité local d'information et de concertation du site Brenntag Lorraine de TOUL.....	1002
Arrêté du 11 août 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.....	1002
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1003
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1003
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1003
Cellule habitat - santé.....	1003
Arrêté n° 343/2011/ARS/DT54 du 1er août 2011 autorisant la communauté urbaine du Grand NANCY à alimenter les bassins des piscines « thermal ronde » et « thermal olympique » par l'eau du forage dit « F4 » - commune de NANCY.....	1003
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1004
Service produits de santé et biologie.....	1004
Arrêté n° 2011-271 du 22 juillet 2011 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société ADS Lorraine.....	1004
Arrêté n° 2011-276 en date du 27 juillet 2011 portant autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy pour la réalisation des préparations hospitalières par la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy pour le compte de la Polyclinique Majorelle à Nancy.....	1005
Arrêté n° 2011-277 du 27 juillet 2011 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société SYNAPSE SANTE.....	1005
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1006
Arrêté n° 2011-281 du 3 août 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1006
Arrêté n° 2011-287 du 8 août 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle.....	1010
SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	1012
Arrêté n° 267/2011 en date du 20 juillet 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	1012
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1013
PRODUITS DE SANTE ET BIOLOGIE.....	1013
Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-37 du 1er août 2011 autorisant à déroger à l'interdiction de marquage, capture définitive, détention en captivité, utilisation, relâcher et recapture de spécimens d'espèces animales protégées.....	1013
Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-40 du 4 août 2011 modifiant l'arrêté préfectoral n°2011-DREAL-RMN-34 du 28/07/2011 autorisant à déroger à l'interdiction d'enlèvement, transport, détention, utilisation et destruction de spécimens ou de parties de spécimens de Chat sauvage.....	1014
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1014
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1014
Arrêté DDT/AF/Aménagement foncier/2011/291 du 28 juillet 2011 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.....	1014
Arrêté du 2 août 2011 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres et aux normes usuelles du département de Meurthe-et-Moselle au titre de la campagne 2010.....	1016
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1017
Commune de REPAIX – Arrêté n° 2011/DDT54/ADUR/008 du 4 août 2011 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	1017
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1018
Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2011-0025 du 29 juillet 2011 d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.....	1018
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1024
SECRETARIAT - SOLIDARITE - INSERTION.....	1024
Arrêté n° DDCCS / SI / 2011 – 110 du 28 juillet 2011 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association des Familles de Traumatés Crâniens et Cérébro-lésés de Lorraine (AFTC).....	1024
Arrêté n° DDCCS / SI / 2011 – 114 du 28 juillet 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association « UNION DEPARTEMENTALE des ASSOCIATIONS FAMILIALES (UDAF) de Meurthe-et-Moselle ».....	1024
Arrêté n° DDCCS / SI / 2011 – 116 du 8 août 2011 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association « Comité d'Entraide aux Français Rapatriés » (CEFR).....	1025
Arrêté n° DDCCS / SI / 2011 – 117 du 8 août 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association « Comité d'Entraide aux Français Rapatriés » (CEFR).....	1026
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	1027
Arrêté n° 11-DDPP-66 du 2 août 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jérôme BRAUN à REMILLY.....	1027
Arrêté n° 11-DDPP-67 du 2 août 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Roxane BETREMIEUX à CHAVIGNY.....	1027
AUTRES SERVICES.....	1028
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU.....	1028
Décision n° 026/11 de délégation de signature en date du 19 mai 2011.....	1028
Décision n° 031/11 de délégation de signature en date du 22 juin 2011.....	1028
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1030
AUTRES SERVICES.....	1030
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1030
Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié en date du 1er août 2011.....	1030
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	1030
Avis de concours sur titre du 2 août 2011 en vue de pourvoir deux postes de préparateurs en pharmacie hospitalière.....	1030

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet*

Arrêté du 9 juin 2011 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°87-594 du 22 juillet 1987, portant création de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale,
VU le décret n° 2005-48 du 25 janvier 2005 modifiant les conditions d'attribution de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale,
VU le décret 2000-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

ARRETE

Article 1er : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux titulaires de mandats électifs dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- **Monsieur BUTIN Jean-Marie**
Maire de MARON
demeurant à MARON
- **Monsieur CAYET Daniel**
Conseiller municipal de PIERRE-PERCÉE
demeurant à PIERRE-PERCÉE
- **Monsieur DEGLIN Christian**
Adjoint au maire de PIERREPONT
demeurant à PIERREPONT
- **Monsieur DEVOTI Patrice**
Adjoint au maire de MOINEVILLE
demeurant à MOINEVILLE
- **Monsieur DIDIER Jean-Marie**
Conseiller municipal de BADONVILLER
demeurant à BADONVILLER
- **Monsieur DROUIN Bernard**
Maire de FRANCHEVILLE
demeurant à FRANCHEVILLE
- **Monsieur FISCHESSE Philippe**
Maire de DOMPRIX
demeurant à DOMPRIX
- **Monsieur GENOT Robert**
Adjoint au maire de MOINEVILLE
demeurant à MOINEVILLE
- **Monsieur GOUYAU BERNARD**
Maire de BRUVILLE
demeurant à BRUVILLE
- **Monsieur HABLOT Stéphane**
Maire de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Monsieur LOMBARD Christian**
Maire de MOINEVILLE
demeurant à MOINEVILLE
- **Madame PAVESI Ginette née ROUYR**
Adjoint au maire de MARBACHE
demeurant à MARBACHE
- **Monsieur SINNES Daniel**
Adjoint au maire de PIERRE-PERCÉE
demeurant à PIERRE-PERCÉE
- **Monsieur TRUR André**
Conseiller municipal de NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON
demeurant à NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- **Monsieur WERNER Patrick**
Adjoint au maire de LUCEY
demeurant à LUCEY

Médaille VERMEIL

- **Monsieur GRANDADAM Marcel**
Adjoint au maire de PEXONNE
demeurant à PEXONNE

Médaille OR

- **Monsieur BIHR Morand**
Adjoint au maire de FRANCHEVILLE
demeurant à FRANCHEVILLE
- **Monsieur BOUCHER Gérard**
Conseiller municipal de NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON
demeurant à NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- **Monsieur GRAVIER Jean-Marie**

Maire de HAUDONVILLE
demeurant à HAUDONVILLE

Article 2 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- **Monsieur ABELE Jean-Marie**
Adjoint technique principal de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à REHAINVILLER
- **Mademoiselle AKMOUCHE Malika**
Adjoint technique territorial de 2° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY
- **Madame ALEXANDRE Marie-Christine née ROUSSEL**
Psychomotricienne classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LIVERDUN
- **Madame ALIERI Pascale**
Adjoint du patrimoine 2° classe, MAIRIE de GORCY
demeurant à GORCY
- **Monsieur ANDREO Christian**
Aide-soignant, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- **Madame ANDREUX Pascale née CUNY**
Aide-soignante classe supérieure, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à BERTRAMBOIS
- **Madame ANQUETIL Nelly née RINGENBACH**
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à PRAYE
- **Madame ANTCZAK Marie-Claude née CASSOL**
Adjoint technique 2° classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de HOMECOURT
demeurant à JOEUF
- **Madame AOURA Laurence née VINCENOT**
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- **Madame ARNOULD Lydie née BEAUMONT**
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- **Madame AUBURTIN Isabelle**
Infirmière classe normale, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à DAMELEVIÈRES
- **Madame BAINA Anne née HUMBERT**
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- **Monsieur BALLAND Franck**
Adjoint technique 1° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BRULEY
- **Monsieur BANAS Alain**
Maître ouvrier principal, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à JARNY
- **Madame BARAN Blandine née CHAPELIER**
Agent des services hospitaliers qualifiés, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à TANTONVILLE
- **Madame BARATA Véronique née VIRIOT**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
- **Mademoiselle BARBIER Laurence**
Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- **Madame BARBIER Véronique née NAUDIN**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CRÉVIC
- **Monsieur BARON Bernard**
Adjoint technique principal 1° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BLENOD LES PONT A MOUSSON
de BLENOD LES PONT A MOUSSON
demeurant à JEZAINVILLE
- **Mademoiselle BECKER Mireille**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame BEDEL Sophie née GAUMONT**
Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- **Madame BENOIST Marie Pierre née GEGOUT**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
- **Madame BENOIT Claudie née GUTEHRLE**
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à DAMELEVIÈRES
- **Monsieur BERGER Jean-Luc**
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LAXOU
- **Monsieur BERNARD Laurent**

- Technicien, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- **Madame BEUREL Laurence née RICHARD**
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HARAUCOURT
 - **Madame BEYDON Fabienne née BOUCHE**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HARAUCOURT
 - **Madame BIHR Françoise née GOUJOT**
Rédacteur chef, MAIRIE de FRANCHEVILLE
demeurant à FRANCHEVILLE
 - **Monsieur BLIES Thierry**
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - **Monsieur BOBULSKI Yannick**
Agent de maîtrise, MAIRIE de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à AGINCOURT
 - **Madame BONNE Sophie née HACQUARD**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BRIN-SUR-SEILLE
 - **Madame BOTTONI Anna née DI CICCIO**
Attaché principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - **Madame BOUJEMAA Nadia**
Infirmière classe normale, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CHAVIGNY
 - **Madame BOURA Anne**
Psychologue hors classe, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - **Monsieur BRAUN Eric**
Opérateur des activités physiques et sportives qualifié, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Madame BURTE Karine née CLAUDE**
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Madame CANIAUX Marie Jeanne née MANGEOT**
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
 - **Madame CARBILLET Joëlle**
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - **Madame CASELLI Laurence née CAPPANNELLI**
Rédacteur principal, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - **Monsieur CAYEUX Gilbert**
Maître ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - **Monsieur CHANAL Jérôme**
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Monsieur CHAPELIER Pascal**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ANTHELUPT
 - **Monsieur CHASSATTE Didier**
Infirmier cadre supérieur de santé, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SOMMERVILLER
 - **Madame CHAUDOUIN Patricia née MARGUERETTAZ**
Attaché, CNFPT de PARIS
demeurant à SAINT-MAX
 - **Madame CHAUSSON Martine née DELINCHANT**
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - **Madame CICERONE Anne-Marie née CATAPANO**
Adjoint administratif principal de 1° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à THIL
 - **Madame CLAUDE Frédérique née BERENGUER**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MANONCOURT-EN-VERMOIS
 - **Madame CLESSE Anne née HUSSON**
Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - **Mademoiselle CLOSSET Sandrine**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur COINTET Pascal**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Madame COLBE Nadine**
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY

- **Madame COLIN Christelle**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- **Madame COLLIGNON Annie**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VÉZELISE
- **Monsieur COLLIGNON Fabrice**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VÉZELISE
- **Monsieur COLLIN Bruno**
Ingénieur, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à JEANDELIZE
- **Madame CONTE Marie Angèle**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à DAMELEVIÈRES
- **Madame CORNILLE Catherine**
Adjoint technique 1° classe, MAIRIE de TUCQUEGNIEUX
demeurant à TUCQUEGNIEUX
- **Madame COROUGE Nathalie née BROCH**
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- **Monsieur COURTEMANCHE Yvon**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- **Madame CREMER-SANCHEZ Corinne née CREMER**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CRUSNES
- **Mademoiselle CRUSSAIRE Corinne**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- **Monsieur CUNY François**
Adjoint technique principal 1° classe, MAIRIE de WOIPPY
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- **Madame DA COSTA Nadia née FADLOUN**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- **Madame DAMIANI Renée**
Adjoint technique de 2ème classe titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- **Madame DE MATTEIS Geneviève née UHLRICH**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- **Monsieur DEBUY Alain**
Adjoint administratif hospitalier 1° classe, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- **Madame DECLE Marie-Louise**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LONGWY
- **Madame DEHLINGER Pascale née HIRSINGER**
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- **Madame DELINCHANT Françoise née LEBLANC**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à COLOMBEY-LES-BELLES
- **Monsieur DELLI-LIUNI Gérard**
Aide-soignant CN, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à JOEUF
- **Madame DEMANGE Martine née JULIEN**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BARBAS
- **Monsieur DEMANGE Michel**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BARBAS
- **Madame DEMARD Nathalie née TITRY**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à FROUARD
- **Madame DEMARET Frédérique**
Infirmière cadre de santé, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à TOUL
- **Madame DENIA Denise née VALSAQUE**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VARANGÉVILLE
- **Madame DEREMARQUE Martine née BRETON**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de MARAINVILLER
demeurant à MARAINVILLER
- **Madame DERLET Claire née BECKER**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à AVRIL

- **Monsieur DERON Marc**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUNÉVILLE
- **Monsieur DEVILLERS Didier**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NOMENY
- **Monsieur DIAO Elhadji**
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Mademoiselle DIDELOT Catherine**
Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur DIDELOT Charles**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PULNEY
- **Monsieur DIDELOT Yves**
Adjoint technique principal de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- **Madame DIDIERJEAN Yvette née MULLER**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à FAVIÈRES
- **Madame DIERGUERTNER Yvonne**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NANCY
- **Madame DIOMEDI Marilène née CHAVES**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HERSERANGE
- **Madame DIOT Isabelle née BROSE**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à DIEULOUARD
- **Madame DIRHEIMER Anne-Marie**
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à CHANTEHEUX
- **Madame DISS Anne-Marie née LEPINOIS**
Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PULNOY
- **Monsieur DJURKOVIC Vladica**
Educateur territorial des APS, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- **Madame DOUTÉ Marie-Thérèse née TOUSSAINT**
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles 1° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame DUBOIS Rita née TONINI**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à FROUARD
- **Monsieur DUCHENE Denis**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PULNOY
- **Madame DUHEM Christine née DIEDZIC**
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Madame DURAND Maryse**
Rédacteur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame DUVAL Marie-José née THOUVENIN**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BAINVILLE-SUR-MADON
- **Monsieur ECHEVARRIA Francis**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur ECKART Stéphane**
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à JOEUF
- **Madame EPPE Anne-Marie née CERF**
Aide-soignante classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE
- **Madame ETIENNE Catherine née THIEL**
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à LANTÉFONTAINE
- **Madame EVERHARD Catherine née WAGNER**
Agent principal ATSEM 2° classe, MAIRIE de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- **Madame FAILLIE Nathalie née MELCHIOR**
Agent des services hospitaliers qualifié, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame FALCONE Nadine née MORET**
Adjoint administratif principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à BICQUELEY

- **Madame FELTZINGER Josiane née RUBERT**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- **Madame FERRARI Valérie née BERG**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MARBACHE
- **Madame FICHANT Marie-Claire née HUMBERT**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LEXY
- **Madame FILIPPI Patricia**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAINT-MAX
- **Monsieur FLEURY Michel**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
demeurant à DIEULOUARD
- **Madame FLORENTIN Jocelyne**
Adjoint administratif, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LAXOU
- **Monsieur FOISEL Marc**
Contrôleur de travaux, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CHENEVIÈRES
- **Madame FOLTRAUER Christine**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BAINVILLE-SUR-MADON
- **Madame FRAGALE Nadia née SAHARI**
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à JOEUF
- **Monsieur FRANCHINI Gilles**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LONGUYON
- **Madame FRANCOIS Marie-Lise née SEVRAIN**
Adjoint administratif 1° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MERVILLER
- **Madame FREY Brigitte née GROSIDIDER**
Agent des services hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à LUNÉVILLE
- **Monsieur FRIRY Yves**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- **Madame FROELIGER Chantal née FRANCOIS**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MANONVILLER
- **Monsieur FROMENT Dominique**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUNÉVILLE
- **Monsieur FUND Stéphane**
Educateur territorial des A.P.S. hors classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur GABRIEL Jean-Claude**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BRIEY
- **Monsieur GAGLIANO Joseph**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TUCQUEGNIEUX
- **Monsieur GAGNAIRE Jean-Pascal**
Educateur territorial des APS, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- **Madame GALILÉE Marie-Annick née MANGIN**
Adjoint administratif 1° classe, MAIRIE de PULNOY
demeurant à PULNOY
- **Monsieur GARAFFI Stéphane**
Assistant spécialisé d'enseignement artistique, VILLE DE COMMERCEY
demeurant à BOUXIERES-AUX-DAMES
- **Madame GAUDENZI Laetitia née MEGIA**
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Madame GAY Catherine née FERRARI**
Agent des services hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à THIÉBAUMÉNIL
- **Mademoiselle GAZZOTTI Doris**
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à FRÉMONVILLE
- **Madame GEHIN Véronique**
Adjoint technique de 2° classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Monsieur GENOT Samy**
Conseiller socio-éducatif titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE

- demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- **Mademoiselle GENY Murielle**
Manipulateur d'électroradiologie cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE
 - **Monsieur GIES AZZENA Philippe**
Adjoint technique principal 2° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BLENOD LES PONT A MOUSSON
de BLENOD LES PONT A MOUSSON
demeurant à MONTAUVILLE
 - **Madame GILAIN Delphine née AUBERT**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Monsieur GILE Steven**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PULNOY
 - **Madame GILLET Maria née LA ROSA**
Adjoint administratif hospitalier principal de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Madame GORLINI Françoise née GENEVAUX**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BRIEY
 - **Madame GOSTNER Sylvie**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - **Madame GOUPIL Valérie née JEAN**
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE
 - **Monsieur GRANDJEAN Francis**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - **Monsieur GROSSE Francis**
Attaché territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - **Monsieur GUERILLOT Dominique**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ALLAMPS
 - **Madame GUERILLOT Marie-Edith née TERRIEN**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ALLAMPS
 - **Madame GUILLEMIN Danièle née LECERF**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BULLIGNY
 - **Madame GUILLIEM Marianne née DOS SANTOS**
Adjoint administratif 1° classe, MAIRIE de SAULXURES-LÈS-NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
 - **Mademoiselle GULKA Nathalie**
Animateur chef, MAIRIE de TUCQUEGNIEUX
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - **Monsieur GUTFREUND Cyrille**
Aide-soignant de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
 - **Monsieur GUYOT Alexandre**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de DOMMARTIN-LES-TOUL
demeurant à DOMMARTIN-LES-TOUL
 - **Mademoiselle HAAG Christelle**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à MINORVILLE
 - **Madame HABLOT Isabelle née BLICHARZ**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BEUVEILLE
 - **Monsieur HABY Patrick**
Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - **Monsieur HAPUC Joël**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MANCIEULLES
 - **Monsieur HARICHE Youssef**
Attaché principal, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - **Madame HARTZHEIM Corinne**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HARAUCOURT
 - **Monsieur HAUMARET Philippe**
Agent de maîtrise, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MONTIGNY-SUR-CHIERS
 - **Madame HAXAIRE Anne née OTTENWAELDER**
Assistante socio-éducative, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à MÉHONCOURT
 - **Madame HEITZMANN Muriel née GAILLOT**
Assistant qualifié conservation patrimoine et bibliothèques 2° classe, MAIRIE de NILVANGE

- demeurant à MANCIEULLES
- **Monsieur HENRYON Gilbert**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LONGUYON
 - **Madame HERVE Béatrice née REMY**
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Mademoiselle HERVOUET Murielle**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Monsieur HOFFMANN Jean-Marie**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
 - **Madame HORIOT Marie-Claire née BULME**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAINT-MAX
 - **Madame HUGUET Corinne**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Monsieur HUSSON Stéphane**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à XEUILLEY
 - **Madame ISSELIN Marie-France**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MAXÉVILLE
 - **Monsieur JACOB Thierry**
Adjoint technique 1° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HAROUÉ
 - **Monsieur JACQUES Jean-Michel**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAINT-JEAN-LÈS-LONGUYON
 - **Monsieur JACQUOT André**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PULNOY
 - **Monsieur JACQUOT Pascal**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - **Madame JEANDEL Brigitte née WUCHER**
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à THOREY-LYAUTEY
 - **Madame JEZEK Brigitte**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de TUCQUEGNIEUX
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - **Madame JOLAS Marie-Hélène née GIORGETTI**
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à MOINEVILLE
 - **Madame JOUAHRI Marie-Andrée née OLIVIER**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NANCY
 - **Madame KAJGANIC Martine née ZINGARETTI**
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LABRY
 - **Madame KIJOWSKI Véronique née ADRIAN**
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à JOLIVET
 - **Monsieur KLESPERT Régis**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAINT-CLÉMENT
 - **Madame KONÉ Chantal née FRANÇOIS**
Assistant qualifié de conservation 1° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame KOSLOWSKI France**
Aide-soignante classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - **Madame KUBLER Nathalie née GRANGE**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAIZERAI
 - **Madame KYCIA Eliane née IUNG**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
 - **Monsieur LABRIET Daniel**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à DOMGERMAIN
 - **Monsieur LAFOSSE Gérard**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VAUDÉMONT
 - **Monsieur LAFROGNE Régis**

Agent de maîtrise, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOUL

- **Mademoiselle LALEVEE Sylvie**

Agent des services hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à LUNÉVILLE

- **Monsieur LALLEMENT Daniel-Louis**

Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE

- **Monsieur LALLEMENT Jean-Paul**

Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN

- **Madame LAMBOULE Sabine née POIROT**

Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à LUNÉVILLE

- **Monsieur LAMORLETTE Christian**

Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VALLEROY

- **Monsieur LAMY Alain**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CHALIGNY

- **Madame LAMY Patricia**

Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY

- **Monsieur LANJSCEK Pierre-Jean**

Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à MAIRY-MAINVILLE

- **Madame LANOY Véronique née DUPAYS**

Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU

- **Madame LARDIN Christine**

Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à GOVILLER

- **Madame LAUCELLA Francine née DUPUIS**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE

- **Monsieur LAURAIN Didier**

Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à XERMAMÉNIL

- **Monsieur LAVECCHIA José**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HARAUCOURT

- **Madame LAVIALE Myriam née METRYKA**

Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

- **Madame LAVOISIER Christelle née MANGIN**

Aide-soignante classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SEXEY-LES-BOIS

- **Mademoiselle LE BRETON Virginie**

Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLAINVAL

- **Madame LE PALLEC Sylviane née TABARY**

Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY

- **Monsieur LEBLANC Pascal**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à DOMPTAIL-EN-L'AIR

- **Monsieur LECLERC Mickaël**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY

- **Madame LÉCOSSOIS Françoise née KIEFFER**

Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de JAILLON
demeurant à JAILLON

- **Mademoiselle LEFEVRE Corinne**

Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY

- **Monsieur LEFEVRE Yannick**

Contrôleur principal de travaux, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SEICHAMPS

- **Monsieur LEGRAND Jean-René**

Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à CLÉMERY

- **Madame LEGROS Christine née MUEL**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LEXY

- **Monsieur LEMOINE Patrice**

Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ÉCROUVES

- **Madame LEONARD Marina née BACOU**

Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHARMOIS

- **Monsieur LEPAGE Jean-Pierre**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BRIEY
- **Monsieur LETEXIER Michel**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUDRES
- **Monsieur LINDEPERG Jacques**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BADONVILLER
- **Monsieur LOIRE Jean-Paul**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOUL
- **Monsieur LORINO Antonio**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NANCY
- **Madame LORRAIN Nathalie née HUREAUX**
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- **Monsieur MAFFEI Gianni**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LONGWY
- **Madame MAGNIER Véronique née VIOLET**
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de SAINT-MAX
demeurant à MALZÉVILLE
- **Monsieur MAHIEUX Guy**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à EINVILLE-AU-JARD
- **Monsieur MAIRE Jean-Luc**
Agent de maîtrise, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BELLEVILLE
- **Madame MAIZA Béatrice née LAURENT**
Assistante qualifiée de conservation 1° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à LAXOU
- **Monsieur MALASSENE Alain**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BRIEY
- **Madame MANGENOT Marie Josée née NOIZETTE**
Adjoint technique de 1° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à PULNOY
- **Monsieur MANGIN Jean-Pierre**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- **Madame MANSUY Bernadette**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN
- **Monsieur MARBAQUE Christian**
Adjoint technique 2° classe, COMMUNE de CUTRY
demeurant à CUTRY
- **Madame MARBOURÉ Chantal née KOB**
Adjoint administratif territorial de 2° classe, MAIRIE de ART-SUR-MEURTHE
demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- **Monsieur MARCHAL Raynald**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOUL
- **Madame MARCHAL Sandrine**
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
- **Madame MARCHAL Sylvie née MARQUE**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- **Mademoiselle MARINELLI Lydie**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de HERSERANGE
demeurant à HERSERANGE
- **Madame MARQUET Claudie née MUHLA**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
- **Monsieur MARX Claude**
Agent entretien qualifié, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à ARNAVILLE
- **Monsieur MASSON André**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- **Madame MASSON Catherine née BARLIER**
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à CRÉVÉCHAMPS
- **Monsieur MASSON Jean-paul**
Aide-soignant de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE

- **Mademoiselle MASSON Sandra**
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- **Madame MATHIEU Béatrice**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Monsieur MATHIEU Joël**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TANCONVILLE
- **Mademoiselle MATHIOT Edith**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SOMMERVILLER
- **Madame MAURY Sylvia**
Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUDRES
- **Madame MAZURIER Marie-Odile née DROUOT**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à XERMAMÉNIL
- **Madame MECHACHTI Yasmina née BELLOUMI**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MAXÉVILLE
- **Madame MERCIER Nicole née MANDY**
Femme de ménage, MAIRIE de ALLONDRELLE-LA-MALMAISON
demeurant à ALLONDRELLE-LA-MALMAISON
- **Madame MICHEL Muriel née WINIARSKI**
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- **Monsieur MICHELIX Sylvain**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame MIENVILLE Claudine née DIDIER**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame MILLOT Annick née BULME**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PULNOY
- **Madame MONTANARI Véronique**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VIVIERS-SUR-CHIERS
- **Madame MONTES ROMERO Nicole née SOZZA**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAULNES
- **Madame MOREAU Marie-Odile née CHRETIEN**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NEUVES-MAISONS
- **Madame MOREL Andrée**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUNÉVILLE
- **Monsieur MORET Gérard**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- **Madame MORET Patricia née MINET**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- **Madame MOUREAUX Béatrice née GERMONVILLE**
Secrétaire médical, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à VATHIMÉNIL
- **Madame MOYSAN Yasmine née BELKACEMI**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame MULLER Catherine née CHIESURA**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- **Madame NAGEL Christine née GUSCHING**
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame NÉPOTE-CIT Valérie née MATHIEU**
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à SEXEY-LES-BOIS
- **Madame NEUVILLE Marie Sylvie née CROUVEZIER**
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Madame NICKLER Marie-Christine née ZANARDO**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LALOEUF
- **Mademoiselle NICLAS Dominique**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS

- **Madame NIESS Sylvie**
Adjoint technique de 2ème classe titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- **Monsieur NITTING Laurent**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VERDENAL
- **Madame NOEL Véronique née CLAUDEL**
Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VÉZELISE
- **Monsieur NOISETTE Laurent**
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à BLÉNOD-LÈS-TOUL
- **Monsieur OLSZEWSKI Gilles**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PULLIGNY
- **Madame ORY Marina née LOCATELLI**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LAXOU
- **Madame PARISEL Colette**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Monsieur PARISOT Patrice**
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à POMPEY
- **Monsieur PASQUER Gilles**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Madame PAUL Estelle née GISBERT**
Secrétaire médicale, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à DOMÈVRE-SUR-VEZOUZE
- **Madame PAULS Marie-Laure née KIENER**
Femme de service, MAIRIE de CHAMBLEY-BUSSIÈRES
demeurant à CHAMBLEY-BUSSIÈRES
- **Monsieur PAYGNARD Alain**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TRIEUX
- **Madame PEFFERKORN Nadia**
Adjoint administratif hospitalier de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
- **Madame PENNETIER Blandine née PAQUIN**
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de PULNOY
demeurant à PULNOY
- **Madame PEREIRA Rachel née PLASSAIS**
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à BADONVILLER
- **Monsieur PERROT Cyrille**
Agent de maîtrise, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUDRES
- **Monsieur PETIT Francis**
Agent de maîtrise, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LIVERDUN
- **Monsieur PETIT Joël**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à JARNY
- **Madame PFUND Patricia née DEMANGE**
Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- **Monsieur PFUND Stéphane**
Adjoint technique de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- **Monsieur PIERNE Didier**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY
- **Monsieur PIERRAT Bertrand**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à JAULNY
- **Monsieur PIERRON Antoine**
Infirmier de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- **Monsieur PIERRON Guy**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LEMAINVILLE
- **Madame PILLONS Marie Hélène née LEGOUX**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CUSTINES
- **Monsieur PIZZO François**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TANTONVILLE
- **Monsieur POIREL Bernard**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE

- demeurant à MERVILLER
- **Madame POLCHI Corinne née LEGAY**
Adjoint technique de 2° classe, MAIRIE de SAINT-MAX
demeurant à SAINT-MAX
 - **Monsieur POTNAR Tomislav**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HEILLECOURT
 - **Mademoiselle POUILLON Cécile**
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - **Monsieur POUPARD Antoine**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HEILLECOURT
 - **Monsieur POURCHET Claude**
Conseiller territorial des APS, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
 - **Madame PROBST Jocelyne née BERGISTE**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MILLERY
 - **Madame PROST Yvette**
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - **Madame PRUNIER Véronique**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Mademoiselle RAGON Myriam**
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
 - **Madame RAJAONARISON Léontine née RANDRIANARIVONY**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Madame RAMARIJAONA Marie-Anne née DUCHANGE**
Psychologue classe normale, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à TOMBLAINE
 - **Madame RASTETTER Christine née CASTRO MACEDO**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur REGGIANINI Hervé**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HOMÉCOURT
 - **Monsieur REGNOUX Hervé**
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à BAUZEMONT
 - **Monsieur REGULARE Pascal**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOMBLAINE
 - **Madame RESCH Epefania née GARGANO**
Agent des services hospitaliers qualifié, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MAXÉVILLE
 - **Monsieur REVEILLE Alain**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - **Monsieur RIBOLINI Michel**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - **Madame RICCIARELLI Sandra née LESNIAK**
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Monsieur RICHARD Daniel**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HOUDREVILLE
 - **Monsieur RICHARD Thierry**
Infirmier cadre supérieur de santé, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CUSTINES
 - **Monsieur RIO Jean-Claude**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à VALLEROY
 - **Monsieur RIO Jean-Pierre**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HOMÉCOURT
 - **Madame ROBICHON Claudette née GARZANDAT**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame ROCH Catherine**
Assistante socio-éducative, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à BADONVILLER
 - **Madame ROMO Marie-Claude née BROSSETTE**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de FLÉVILLE-DEVANT-NANCY

- demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- **Madame ROMY Vivianne née TOUSSAINT**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - **Monsieur RONCHETTI Jean-Pierre**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUDRES
 - **Madame RONDELLI Josiane**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - **Madame ROSAMILIA Annie née MIGLIARINI**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à DIEULOUARD
 - **Madame ROSSIGNOL Bénédicte née MONY**
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame ROSYNSKI Annie née KRYCHOWSKI**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - **Madame ROUSSEL Isabelle née SCHMITT**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALLELOY
 - **Monsieur RUBERT Claude**
Adjoint technique 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - **Monsieur RUSE Serge**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BAYON
 - **Monsieur SAFFROY Jean-Marie**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - **Mademoiselle SASSI Emmanuelle**
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Mademoiselle SCHEREFFER Agnès**
Diététicienne de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur SCHMITT Christian**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOUL
 - **Madame SCHMITT Martine née GITZHOFFER**
Rédacteur chef, MAIRIE de MARBACHE
demeurant à MARBACHE
 - **Madame SCHMITT Sandrine née COLIN**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - **Madame SCHMITTAG Marie Clotilde née ROHART**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - **Madame SCHNEIDER Natalie née JORAND**
Infirmière classe normale, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VIGNEULLES
 - **Madame SCHNEIDER Sylvie née CHAUSSET**
Adjoint administratif principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CHARENCEY-VEZIN
 - **Madame SEGALIA Bénédicte née VARIOT**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LONGUYON
 - **Monsieur SEIBERT Maurice**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - **Monsieur SIBILLE Jean-Marc**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ABBÉVILLE-LÈS-CONFLANS
 - **Monsieur SIEGLER Didier**
Adjoint technique principal 1ère classe, OPUS 67 de STRASBOURG CEDEX
demeurant à BADONVILLER
 - **Monsieur SIEGLER Didier**
Adjoint technique principal 1ère classe, OPUS 67 de STRASBOURG CEDEX
demeurant à BADONVILLER
 - **Madame SILLAIRE Nicole née AGARD**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMGERMAIN
 - **Monsieur SIMONAIRE Gérard**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à SAINT-REMIMONT
 - **Monsieur SIMONIN Armand**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à LALOEUF

- **Madame SKAPER Valérie née VENIN**
Aide-soignante de classe normale, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à PRAYE
- **Monsieur SMOLEN Philippe**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HOMÉCOURT
- **Madame SOMMACCO Viviane**
Psychologue classe normale, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Mademoiselle SOMNY Valérie**
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Madame SOUDANT Muriel née ROMANN**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à HEILLECOURT
- **Madame STOLL Evelyne**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MALZÉVILLE
- **Madame STORHAYE Nadine née CHATON**
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à LUNÉVILLE
- **Madame TACAIL-MAGINEL Blandine née TACAIL**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HUDIVILLER
- **Mademoiselle TASCA Astrid**
Assistant territorial socio-éducatif, MAIRIE de HERSERANGE
demeurant à LONGWY
- **Madame THIERRY Josette**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOUL
- **Madame THIRION Sabine née DIDIER**
Adjoint administratif, MAIRIE de PEXONNE
demeurant à PEXONNE
- **Monsieur THOMAS Bernard**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NANCY
- **Madame THOMAS Evelyne née AUBERT**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MOYEN
- **Monsieur THOMAS Thierry**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Monsieur THOMASSIN Daniel**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de RICHARDMÉNIL
demeurant à MALZÉVILLE
- **Madame THOURY Angélique née TILL**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CHENEVIÈRES
- **Monsieur THOUVENEL Marc**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à THIÉBAUMÉNIL
- **Madame TOMMASI Evelyne née LEPAGE**
Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BRIEY
- **Monsieur TOMMASI Francis**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BRIEY
- **Monsieur TONDEUR Dominique**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à GERBÉVILLER
- **Monsieur TONDEUR Patrice**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à GERBÉVILLER
- **Madame TROMPETTE Isabelle**
Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur VALLEE François**
Ingénieur principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NANCY
- **Monsieur VANNON Daniel**
Adjoint technique principal de 2° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOUL
- **Madame VAUTRIN Marie Odile née VAILLANT**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à BENNEY
- **Monsieur VAUTRIN Sylvain**

Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE

- **Monsieur VELLE Patrice**

Adjoint administratif hospitalier principal 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à HAMONVILLE

- **Monsieur VERON Daniel**

Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à BONCOURT

- **Madame VIEZZI Michelle née FRESCHI**

Rédacteur chef, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN

- **Madame VILLAROS Carole née GRIMM**

Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

- **Monsieur VIOLART Patrice**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à EINVILLE-AU-JARD

- **Madame VUILLAUME Véronique née FLEURANTIN**

Auxiliaire puéricultrice de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES

- **Monsieur WECKERLE Pascal**

Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE

- **Madame WICKLEIN Nicole**

Adjoint technique de 1° classe des établissements d'enseignement, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TOUL

- **Madame WINSCHEN Karine née CHAFFIN**

Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEXEY-AUX-FORGES

- **Mademoiselle WIRTH Marianne**

Ingénieur, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY

- **Monsieur WOLFF Hervé**

Permanencier auxiliaire de régulation médicale principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROVILLE-DEVANT-BAYON

- **Madame ZALLOT Isabelle**

Infirmière cadre de santé, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à TOUL

- **Monsieur ZELL Yannick**

Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL

- **Madame ZIMMER Christine née KELCHE**

Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE

Médaille VERMEIL

- **Madame ACAMER Christine née USKIN**

Sage-femme classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à ORMES-ET-VILLE

- **Madame ALAGUERO Virginie**

Adjoint technique principal 2° classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY
demeurant à BRIEY

- **Madame AMARILLI Nadine née PELISSIER**

Infirmière diplômée d'Etat classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à AUBOUÉ

- **Madame ARDETTI Claudette**

Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY

- **Monsieur ARNAU-FEMENIA Lionel**

Ingénieur principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à HOUEMONT

- **Monsieur ARTZ Jean-Marie**

Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à CHALIGNY

- **Madame AUBERT Miriam née ZELTZ**

Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD

- **Monsieur AUBRY Jean-Jacques**

Contrôleur de travaux en chef, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY

- **Madame BADER Ghislaine née CUNY**

Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- **Monsieur BALLEVRE Alain**

Adjoint technique principal 1° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY

- **Madame BARNIER Marie Christine née NICOLAS**

Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUCQ

- **Monsieur BARON Henri**

Adjoint technique principal 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY

- demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame BASTIEN Mauricette**
Adjointe des cadres classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à LARONXE
 - **Madame BAUDOUIN Odile née MARTY**
Infirmier cadre de santé, MAISON DE RETRAITE de EINVILLE-AU-JARD
demeurant à EINVILLE-AU-JARD
 - **Madame BEAUDOUIN Ginette née NEIGE**
Agent des services hospitaliers qualifié, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER
demeurant à REMENOVILLE
 - **Madame BECKING Denise née SIMION**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Madame BELLINI Régine née VELVIN**
Rédacteur territorial, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
 - **Monsieur BERNARD Philippe**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - **Monsieur BERNHARD Jean-Marie**
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame BIASCH Ghislaine**
Agent spécialisé écoles maternelles principal 2ème classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - **Monsieur BITTON Albert**
Agent de maîtrise, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à CUSTINES
 - **Madame BOSZCZUK Patricia née TRAVAGLINI-SCHIRER**
Secrétaire médicale classe exceptionnelle, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
 - **Monsieur BOULANGER Yves**
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TONNOY
 - **Monsieur BRAGA Pascal**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de MONTIGNY-LÈS-METZ
demeurant à VILLERUPT
 - **Madame BRAILLARD Rose-Marie née GIRARD**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à VOINÉMONT
 - **Monsieur BRAUT Gérard**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de ESSEY-LÈS-NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - **Monsieur BROYEZ Pierre**
Attaché, MAIRIE de GERBÉVILLER
demeurant à GERBÉVILLER
 - **Monsieur BUCHEL Jean-Claude**
Adjoint technique principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE de STRASBOURG
demeurant à BADONVILLER
 - **Madame CAILLET Conception née GOMEZ**
Assistante maternelle, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Madame CHARLES Edith née BADONNEL**
Adjoint administratif 1° classe, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN
 - **Madame CHARON Laurence**
Adjoint technique de 2ème classe titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de HOMECOURT CEDEX
demeurant à HOMÉCOURT
 - **Monsieur CHRIST Jean Paul**
Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à VOINÉMONT
 - **Monsieur CICCARDINI Patrick**
Rédacteur territorial principal, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - **Madame COLLIGNON Annie**
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NANCY
 - **Madame COMMUNAUX Michèle née GAUTROT**
Adjoint administratif principal 1° classe, MAIRIE de BOUXIÈRES-AUX-DAMES
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - **Madame CUNY Ghislaine née DANIEL**
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - **Madame DALMARD Danielle née LEPAGE**
Manipulateur radiologie classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - **Monsieur DALMARD Jean-François**
Agent de maîtrise, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - **Madame DAVRANCHE Marie-France née ZIMMERMANN**

- Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Madame DEBUY Christine née AUBERT**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - **Monsieur DELAVAL Jean-claude**
Agent de maîtrise, MAIRIE de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Madame DEMANGE Maryse née BIANCHI**
Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Monsieur DIDIER Patrice**
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - **Monsieur DIDON André**
Agent de maîtrise titulaire, MAIRIE de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT
 - **Madame DOLL Yvette**
ATSEM principal 2° classe, MAIRIE de BOUXIÈRES-AUX-DAMES
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - **Madame DUBOIS Marie France née PAPA**
Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Monsieur DUCRET Christian**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MAIXE
 - **Mademoiselle DUGNY Catherine**
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Mademoiselle FAVORY Dominique**
Rédacteur territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur FERRARELLI Joseph**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de JARNY
demeurant à GIRAUMONT
 - **Monsieur FERRY Vincent**
Agent de maîtrise, C.H.U. de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
 - **Madame FORTER Catherine**
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Mademoiselle GANDIOLLE Jocelyne**
Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - **Madame GASCOUGNOLLE Marie Claude née GENTILUCCI**
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - **Monsieur GAUNARD Michel**
Conseiller territorial des activités physiques et sportives, MAIRIE de LONGWY
demeurant à DONCOURT-LÈS-LONGUYON
 - **Monsieur GEANT Philippe**
Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER RAVENEL - MIRECOURT de MIRECOURT
demeurant à VÉZELISE
 - **Mademoiselle GEBAUER Sylvie**
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à VILLERUPT
 - **Madame GERGONE Muriel née THOUVENIN**
Agent des services hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à CROISMARE
 - **Madame GERSTLE Brigitte née FREISMUTH**
Agent des services hospitaliers, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à MARAINVILLER
 - **Mademoiselle GIRARD Isabelle**
Adjoint administratif hospitalier principal 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - **Madame GIRARD Mireille née WINDEL**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Monsieur GODARD Jérôme**
Conducteur ambulancier de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à HOUEMONT
 - **Madame GOTTI Antoinette née PIERREHUMBERT**
Aide-soignante classe exceptionnelle, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VARANGÉVILLE
 - **Madame GRANDJEAN Agnès née DERELLE**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à CHANTEHEUX
 - **Madame GRANDJEAN Isabelle née HUSSON**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

- **Mademoiselle GROSJEAN Chantal**
Aide-soignante de classe normale, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- **Madame GROSJEAN Christine née MARIOTTE**
Adjoint administratif principal 1° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de HEILLECOURT
demeurant à HEILLECOURT
- **Madame GUICHARD Nadine née GUYOT**
Rédacteur chef, MAIRIE de DOMMARTIN-LES-TOUL
demeurant à PAGNEY-DERRIÈRE-BARINE
- **Madame GUILLAUME Françoise née DEPRIESTER**
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLIN
- **Madame HABLAINVILLE Nadine née GALOPIN**
Diététicienne classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Monsieur HARMAND Denis**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEXEY-AUX-FORGES
- **Monsieur HEDRICH Thierry**
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Madame HEIDERICH Marie Christine née BUBEL**
Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BENNEY
- **Madame HENRY Bernadette née CHOLEWKA**
Manipulateur radiologie classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Madame HENRY Véronique née CONTAL**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- **Monsieur HOLLECKER Gérard**
Adjoint administratif hospitalier principal 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame HOSMANN Joëlle**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LOREY
- **Monsieur HOUOT Gérard**
Infirmier cadre supérieur de santé, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à SAINT-MAX
- **Monsieur HUMBERT Frédéric**
Agent chef de 2° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur IA Seak khoun**
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- **Madame JACUZZI Dominique née DEPERNET**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur JAMAIN Sylvain**
Agent de maîtrise principal titulaire, MAIRIE de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT
- **Mademoiselle JAULARD Catherine**
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Monsieur JEANSON Francis**
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VIRECOURT
- **Madame JOLLAIN Lydie**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à ANTHELUPT
- **Monsieur KAPPEL Pascal**
Adjoint technique principal 1° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- **Mademoiselle KLEIN Marie-Chantal**
Aide-soignante de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur KOEHLER Alain**
Adjoint technique 1° classe, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à JOEUF
- **Madame KOEHLER Ghislaine née ARINGOLI**
Adjoint technique 2° classe, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à JOEUF
- **Madame KRIEG Sylvie née GOUJON**
Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame LADURELLE Jocelyne**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Monsieur LANGER Guy**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE

- demeurant à BOUILLONVILLE
- **Monsieur LAURENT Pascal**
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TONNOY
 - **Madame LEFOL Jacqueline née DENOYE**
Assistante maternelle, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Monsieur LEGEAY Alain**
Adjoint administratif hospitalier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - **Madame LESUEUR Marie-Claude née ADMANT**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à LUNÉVILLE
 - **Monsieur LIPKA Francis**
Maître ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CHALIGNY
 - **Monsieur LOUVET Alain**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
 - **Monsieur MACIERI Luigino**
Technicien, MAIRIE de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT
 - **Madame MACZKOWSKI Francine**
Aide-soignante classe exceptionnelle, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE
 - **Madame MARIE Murielle née WITTMER**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
 - **Madame MARIGLIANO Christine**
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - **Madame MARIN Rosa née STRAMMIELLO**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
 - **Monsieur MARTIN Didier**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à SAINT-MAX
 - **Madame MARTIN Sylvie**
Educateur territorial chef jeunes enfants, MAIRIE de LAXOU
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - **Monsieur MARTZEL Dominique**
Adjoint administratif hospitalier 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
 - **Monsieur MERABTI Mohammed**
Ouvrier d'entretien des canalisations d'hygiène publique auxiliaire, MAIRIE de LONGWY
demeurant à LONGWY
 - **Mademoiselle MERCIER Christine**
Adjoint technique 1° classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - **Madame MERLIN Florence née FERRARI**
Aide-soignante classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - **Monsieur MILLEY Richard**
Attaché, CNFPT de PARIS
demeurant à TOUL
 - **Monsieur MILLOT Bernard**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à TRONDES
 - **Madame MORELLON Françoise née CLAIR**
Attachée d'administration hospitalière, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - **Madame MUNIER Claire**
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - **Monsieur NAUDIN Marc**
Agent de maîtrise, MAIRIE de HOUEMONT
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Mademoiselle NGUYEN Brigitte**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Madame NIQUEL Chantal née MELIN**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - **Monsieur OTTAVI Roland**
Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à LUBEY
 - **Madame PAC Béatrice née LANG**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Monsieur PARMANTIER Francis**

- Technicien supérieur chef, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- **Monsieur PARMENTIER Fabrice**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - **Monsieur PAUL Denis**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à BUISSONCOURT
 - **Madame PAULY Marie Odile née IUNG**
Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - **Mademoiselle PEROT Isabelle**
Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Monsieur PETER Marc**
Technicien supérieur chef, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à JOEUF
 - **Madame PETITDANT Muriel née PIONNIER**
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur PFUND Didier**
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - **Monsieur PIANT Alain**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à BACCARAT
 - **Monsieur PIERRON Joël**
Educateur territorial des APS hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Madame PIHANT Chantal**
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - **Monsieur POINSIGNON Thierry**
Technicien supérieur chef, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - **Madame PORT Laurence née ROSIN**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
 - **Madame QUENNEC Nadine née HOURS**
Adjoint administratif principal, MAIRIE de PONT-SAINT-VINCENT
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Madame QUINET Geneviève**
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVELOTTE
 - **Monsieur RAYBOIS Gérard**
Adjoint administratif hospitalier principal 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à TRONDES
 - **Mademoiselle REMBIS Michèle**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Mademoiselle RENARD Sylvie**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - **Monsieur RESCH Daniel**
Adjoint technique principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - **Monsieur ROBERT Christian**
Ingénieur en chef de classe normale, MAIRIE de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Monsieur ROBINOT Thierry**
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - **Madame ROGER Marie-Paule née ZITTEL**
Auxiliaire de puériculture principal 1° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à RÉHON
 - **Madame ROOSE Nelly née FOPPA**
Aide-soignante classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à AVRICOURT
 - **Monsieur ROSSI Claude**
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de BRIEY
demeurant à JOEUF
 - **Monsieur ROUSSEL Thierry**
Adjoint administratif 1° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Madame ROZIER Camille**
Orthoptiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - **Madame SAÏD Djouher**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE

- **Monsieur SANNA Jean-Paul**
Attaché d'administration hospitalière, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- **Monsieur SCHAUER Jean Lou**
Adjoint technique principal 2° classe EE, CONSEIL GENERAL de METZ
demeurant à JOUAVILLE
- **Monsieur SCHMESSER Alain**
Adjoint administratif hospitalier principal 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame SELLIER-RUCQUOY Yolande née SELLIER**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- **Monsieur SEYLLER Régis**
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- **Mademoiselle SIMON Dominique**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à EINVILLE-AU-JARD
- **Monsieur SOUTREL Michel**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à MESSEIN
- **Madame SPAETH Sylvie**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Mademoiselle STAIB Michèle**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Mademoiselle TENAILLEAU Chantal**
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- **Monsieur TISSERANT Claude**
Agent de maîtrise, CENTRE HOSPITALIER RAVENEL - MIRECOURT de MIRECOURT
demeurant à PULLIGNY
- **Monsieur VALECCHI Philippe**
Agent de maîtrise principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- **Madame VAN DER PLOEG Martine née MALIE**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- **Monsieur VERNIER Jacques**
Infirmier Psy CS, CENTRE HOSPITALIER RAVENEL - MIRECOURT de MIRECOURT
demeurant à XIROCOURT
- **Monsieur VIALARON Jean-Louis**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à NEUVES-MAISONS
- **Madame VICQ Annie née PÉTILLOT**
Rédacteur principal, MAIRIE de NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
- **Madame VILLEMET Martine née MARCHAL**
Aide-soignante classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- **Monsieur VINCENT Bruno**
Adjoint technique principal 1° classe, MAIRIE de PULNOY
demeurant à TOMBLAINE
- **Madame VOIGNIER Marie Christine née AUBERT**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- **Monsieur VOINIER Pierre**
Agent de maîtrise principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à VELAINE-SOUS-AMANCE
- **Monsieur WENCK Jean Marie**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame WILLAUME Sylvie née FANTINEL**
Secrétaire médicale classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Monsieur WINIGER Dominique**
Contrôleur de travaux, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- **Monsieur WOLFF Patrice**
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Monsieur YONG Claude**
Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER de JURY-LES-METZ
demeurant à JARNY
- **Monsieur ZOSI Patrick**
Attaché titulaire, MAIRIE de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT

Médaille OR

- **Madame AMBROSINI Anne-Marie née TOUSSAINT**

Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2° classe, MAIRIE de LONGWY
demeurant à MEXY

- **Monsieur BARTHELEMY Pascal**

Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES

- **Monsieur BÉGOUIN Didier**

Conseiller territorial des A.P.S., MAIRIE de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY

- **Monsieur BENTI Serge**

Rédacteur chef, MAIRIE de HERSERANGE
demeurant à HERSERANGE

- **Madame BENTI Sylviane née VERDINI**

Rédacteur territorial chef, MAIRIE de LONGWY
demeurant à SAULNES

- **Madame BERNARDI Fabienne née LANCHOT**

Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- **Monsieur BERTRAND Philippe**

Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT-SAINT-VINCENT

- **Madame BIRCKENER Danielle née PIERLOT**

Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE

- **Madame BLOCK Marylène**

Secrétaire médicale classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY

- **Mademoiselle BLUETTE Chantal**

Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- **Madame BOGUET Juliette**

Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- **Madame BOISSEAU Denise née JACQUEMIN**

Cadre de santé Technicienne de laboratoire, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY

- **Madame BOULANGER Catherine née STEMPFEL**

Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY

- **Madame BOULOGNE Evelyne née VOLODOMER**

Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉNIL-LA-TOUR

- **Mademoiselle BOUSSERON Colette**

Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à DEUXVILLE

- **Mademoiselle BURTIN Christine**

Infirmière anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- **Madame BUTTGEBACH Jocelyne née VENTURINI**

Rédacteur chef, E.P.C.I. BASSIN DE LANDRES
demeurant à PIENNES

- **Madame CAIATI Marie-Laure née MARTIN**

Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU

- **Madame CAPRON Marie Louise née MAILLOT**

Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

- **Monsieur CASINELLI Richard**

Ingénieur en chef, SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES de VILLERUPT
demeurant à VILLERUPT

- **Madame CHARLES Arlette née MOUROT**

Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES

- **Madame CHARLET Christiane née COURMEAUX**

Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS

- **Madame CHAZEL Josette**

Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY

- **Madame CHUARD Corinne née JUNIER**

Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY

- **Madame CIFRA Josiane**

Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY

- **Monsieur COLELA Jean-Louis**

Cadre supérieur socio-éducatif, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- **Madame COLLIGNON Marie Claude née COLNOT**

Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- **Madame COUCHOT Agnès**
Agent spécialisé écoles maternelles 1ère classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à ROZELIEURES
- **Madame COURTE Noëlle née NIVARD**
Adjoint administratif hospitalier principal de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à HARAUCOURT
- **Madame CROIZIER Régine**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- **Mademoiselle CUNIN Christine**
Directeur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Monsieur DE MONTE Pascal**
Maître ouvrier principal, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- **Monsieur DEL GRANDE Daniel**
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à EULMONT
- **Monsieur DELAVAL Lionel**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LAXOU
demeurant à NANCY
- **Mademoiselle DEMANGE Sylvie**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BONVILLER
- **Madame DEMARCY Chantal**
Adjoint administratif hospitalier principal de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- **Madame DETRY Marie Blanche née CLAUDEL**
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Mademoiselle DIAKONOFF Elizabeth**
Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame DONO Marie José née RENE**
Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- **Madame DUBUR Nicole**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LES-NANCY
- **Madame DUCARMES Renée**
Adjoint technique principal de 2ème classe titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- **Mademoiselle ENGLÉS Madeleine**
Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame ERRICO Marie-Thérèse née THOMASSIN**
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
- **Mademoiselle EULRY Anne Marie**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- **Monsieur FÉRÉ Christian**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LONGWY
demeurant à HUSSIGNY-GODBRANGE
- **Madame FISCHER Anne**
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur FISCHER Robert**
Permanencier auxiliaire de régulation médicale chef, C.H.U. de NANCY
demeurant à JEANDELAINCOURT
- **Madame FOCESATO Cécile**
Adjoint administratif hospitalier principal 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame THIEBAUT FOLLEZOU Françoise née THIÉBAUT**
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à AINGERAY
- **Madame FRANCHINI-VATRINET Fabienne née FANCHINI**
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à MANCEULLES
- **Madame FRANCOIS-BOUKO Edith née BOUKO**
Adjoint administratif hospitalier principal de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- **Madame GALTIE Nicole née AUBRY**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de MALZÉVILLE
demeurant à SAINT-MAX
- **Madame GAUDE Pascale née IANNUCCI**
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- **Madame GERARD Josiane**
Attaché, MAIRIE de WOIPPY

- demeurant à AUBOUÉ
- **Madame GILOT Jacqueline**
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - **Monsieur GIRO Marc**
Maître ouvrier principal, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à MANCIEULLES
 - **Madame GRANDCOLAS Marie-France**
Assistante maternelle, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Monsieur GUILLAUME René**
Technicien supérieur principal, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - **Madame GUIRAUD Marie Claire née BAI**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
 - **Madame GUISSARD Marie-Rose née FRANÇOIS**
Secrétaire de mairie, MAIRIE de BOISMONT
demeurant à BOISMONT
 - **Monsieur HARTENSTEIN Daniel**
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de HAYANGE
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - **Monsieur HENNEBERT Patrick**
Agent chef 2° catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
 - **Madame HENRARD Annie née MARTIN CENIZO**
Adjoint administratif hospitalier principal 1° classe, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - **Monsieur HERRY Francis**
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN
 - **Madame HISLER Chantal**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur HOLZSCHNEIDERS Didier**
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEXEY-AUX-FORGES
 - **Monsieur HOUBRE Claude**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Monsieur HUMBLLOT Jean-Michel**
Adjoint technique principal 2° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à TRAMONT-SAINT-ANDRÉ
 - **Madame HUTIN Jacqueline**
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame IRROY Colette née THOMAS**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - **Mademoiselle JACQUOT Pascale**
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Monsieur JACQUOT Yves**
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Mademoiselle JEANDEL Josiane**
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame JEANNIN Claudine**
Agent technique 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Mademoiselle JEANVOINE Dorothée**
Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
 - **Monsieur JULIEN Marc**
Adjoint administratif principal, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - **Madame JULLIER Evelyne née THOMAS**
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à BRÉMONCOURT
 - **Monsieur KEMPA Yves**
Adjoint technique principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Monsieur KOHR Guy**
Maître ouvrier principal, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - **Madame KOWALEWSKI Arlette née VACHER**
Cadre supérieur de santé, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - **Madame L'HUILLIER Gislaïne née RENAULD**

- Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à ABAUCOURT-SUR-SEILLE
- **Madame LAGARDE Christine**
Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Madame LAMY Nadine**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
 - **Monsieur LAPOINTE Gérard**
Agent de maîtrise principal, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - **Madame LASSALLE Sylvie née DRUG**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
 - **Mademoiselle LAUMESFELD Nicole**
Infirmière anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Madame LEBOEUF Laurence**
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à XIROCOURT
 - **Madame LECERF-MONIER Sylvie née LECERF**
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
 - **Monsieur LEDOUX Christian**
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - **Madame LEINDECKER Marie-Paule née MATHIEU**
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à TOUL
 - **Monsieur LEMONT Michel**
Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur LEPINE Gilles**
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Mademoiselle LIEUGAUT Martine**
Puéricultrice classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à CRÉVIC
 - **Monsieur LOCUTY Michel**
Ingénieur, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à MAIDIÈRES
 - **Monsieur LOUIS Robert**
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de MALZÉVILLE
demeurant à MALZÉVILLE
 - **Madame MÄHL Dominique**
Cadre socio-éducatif, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à NANCY
 - **Madame MAIRE Catherine**
Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques hors classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - **Madame MAIREL Christine née WERMUTH**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - **Madame MAMAN Catherine née DISSE**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
 - **Madame MARCHAL Michèle née PIERRON**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE CEDEX
demeurant à MANONVILLER
 - **Monsieur MATHIEU Robert**
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
 - **Madame MAZURIER Catherine**
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - **Mademoiselle MERLIN Monique**
Assistant qualifié de conservation hors classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Monsieur MEUILLET Denis**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - **Monsieur MEYER Michel**
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame MILAN Brigitte**
Assistant spécialisé d'enseignement artistique, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à AGINCOURT
 - **Monsieur MILLET Daniel**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à GÉZONCOURT

- **Monsieur MIRE Maurice**
Adjoint technique principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LAXOU
- **Madame MISSE Annie née WALTER**
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Monsieur MISSE Michel**
Conducteur ambulancier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
- **Monsieur MONTAGNE Guy**
Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- **Madame NABONNAND Ingrid née GEBHARDT**
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- **Monsieur NICOLAS Patrick**
Ingénieur en chef de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur NOËL Pascal**
Adjoint technique principal 1° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Madame PAILLE CHOLEY Chantal née CHOLEY**
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- **Monsieur PARISOT Michel**
Technicien principal 2° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- **Madame PATERIA Liliane née MELINE**
Adjoint administratif principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de MEURTHE-ET-MOSELLE
demeurant à FROUARD
- **Monsieur PAULY Francis**
Ingénieur, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- **Madame PEREIRA MILLOT Annie née MILLOT**
Psychologue hors classe, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à RICHARDMÉNIL
- **Mademoiselle PEROT Agnès**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Monsieur PERROSE Denis**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- **Madame PERROT Danielle née MAIRE**
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à MAXÉVILLE
- **Mademoiselle PERRY Patricia**
Adjoint administratif principal 1° classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- **Madame PETITJEAN Huguette née OSTER**
Adjoint administratif hospitalier principal 2° classe, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORC
- **Monsieur PICCININI Marc**
Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à LABRY
- **Madame PIERRARD Paulette née MACEL**
Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à MANCE
- **Madame PILLUT Christine**
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- **Madame PIQUE Pascale née SCHWEITZER**
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- **Madame PIROT Brigitte née SCHNEIDER**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- **Monsieur POINSIGNON Régis**
Technicien principal 1° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à NANCY
- **Monsieur POISSON François**
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
- **Madame PRUNEAU Yolande**
Infirmière classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- **Madame RACINE Claudine née HUMBERT**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- **Madame RENAUDIN Dominique née DINSSENMEYER**
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY

- demeurant à PULLIGNY
- **Monsieur RIVES Roland**
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Madame RIZZI Colette**
Adjoint administratif hospitalier principal 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame ROCHATTE Elisabeth**
Adjoint administratif principal 1ère classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à MARBACHE
 - **Madame RODRIGUES Hélène née SADOWSKI**
Adjoint administratif principal 1° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
demeurant à PONT-SAINT-VINCENT
 - **Madame ROSSI Christine née CORSINI**
Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BEUVILLERS
 - **Madame ROUSSEL Anne Marie née BRETON**
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - **Madame ROYER Jocelyne née DEROLLEZ**
Assistante maternelle, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - **Madame SCHICHEL Annie**
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame SCHIELE Evelyne née MARTIN DIT BUGNARD**
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - **Monsieur SCHLACHTER Alban**
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - **Monsieur SERRIERE Jean-Pierre**
Adjoint technique principal 1° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à PULNOY
 - **Mademoiselle SERVILLAT Maryse**
Adjoint administratif principal 1° classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - **Madame SIEDLECKI Martine née WEIDMANN**
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
 - **Monsieur SIES Georges**
Adjoint technique de 2° classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
 - **Madame SIMON Maryse née DEMANGE**
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES
 - **Madame THOUVENOT Françoise**
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - **Madame TOMCZAK Marie-Josèphe née FRANTZ**
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - **Madame VAIMBOIS Ghislaine née PESCHELOCHE**
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à HÉRIMÉNIL
 - **Madame VALANCE Martine**
Infirmière classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Madame VANTINI Marilyn**
Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - **Monsieur VAUTRIN Jacques**
Agent de maîtrise principal, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - **Monsieur VIARDOT Jean-Luc**
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - **Madame VILLIELM Isabelle née GUISE**
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - **Monsieur WASNIEWSKI Daniel**
Ingénieur, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à MÉRÉVILLE
 - **Madame WILL Pascale née KINZIGER**
Cadre supérieur de santé, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES
demeurant à LUNÉVILLE
 - **Madame XAE Françoise née RITZ**
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

Article 3 : Monsieur le secrétaire général et Monsieur le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 9 juin 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à OZONE PLUS, ZA Les Moussières, route de Saint-Nicolas à VILLE EN VERMOIS (54210) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-25

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ; ;
VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;
VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;
VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Joseph CORDONE, représentant de l'établissement, OZONE PLUS ;
VU l'avis émis en date du 5 juillet 2011 par le comité départemental de la sécurité routière ;
CONSIDÉRANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : OZONE PLUS, située ZA Les Moussières route de saint Nicolas à VILLE EN VERMOIS (54210) représenté par M. Joseph CORDONE est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractonnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -25 ;

Article 2 : Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du Décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 modifiant le Code de la Route, partie réglementaire, Articles R223-5 et suivants ;

Article 3 : Les stages auront lieu dans les endroits suivants :

- à VILLE EN VERMOIS (54210) : City Pro Nancy- Pilote Formation, ZA Les Moussières - route de saint Nicolas

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- au directeur départemental de l'équipement et des Territoires (délégué à l'éducation routière)

- Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS

- Monsieur Joseph CORDONE

Nancy, le 9 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à ACTI ROUTE, 9 rue du docteur Chevallereau à FONTENAY LE COMTE (85201) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-26

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ; ;
VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;
VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;
VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Joël POLTEAU, représentant légal de l'établissement ;
VU l'avis émis en date du 5 juillet 2011 par le comité départemental de la sécurité routière ;
CONSIDÉRANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : ACTI ROUTE, située 9 rue du docteur Chevallereau à FONTENAY LE COMTE (85201) représenté par son directeur M.Joël POLTEAU, est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractonnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -26 ;

Article 2 : Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du Décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 modifiant le Code de la Route, partie réglementaire, Articles R223-5 et suivants ;

Article 3 : Les stages auront lieu également dans l'endroit suivant :

- à TOUL (54200) : SARL GO FORMATIONS, 430 rue Marie Marvingt Croix d'Argent

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- à Monsieur le sous-préfet de TOUL

- au directeur départemental de l'équipement et des Territoires (délégué à l'éducation routière)

- Madame le maire de TOUL

- Monsieur Joël POLTEAU,

Nancy, le 9 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à ACTI ROUTE, 9 rue du docteur Chevallereau à FONTENAY LE COMTE (85201) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-27

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ; ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière;

VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Joël POLTEAU, représentant légal de l'établissement ;

VU l'avis émis en date du 5 juillet 2011 par le comité départemental de la sécurité routière;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : ACTI ROUTE, située 9 rue du docteur Chevallereau à FONTENAY LE COMTE (85201) représenté par son directeur M. Joël POLTEAU, est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractionnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -27;

Article 2 : Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du Décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 modifiant le Code de la Route, partie réglementaire, Articles R223-5 et suivants ;

Article 3 : Les stages auront lieu également dans l'endroit suivant :

- à LUNEVILLE (54300) : ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL, 27 rue Sainte Anne

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- à Monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE

- au directeur départemental de l'équipement et des Territoires (délégué à l'éducation routière)

- Monsieur le maire de LUNEVILLE

- Monsieur Joël POLTEAU,

Nancy, le 9 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

Arrêté du 9 août 2011 portant agrément à BCA SERVICES, 2 rue Henri Bergson à ASNIERES (92665) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-28

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ; ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière;

VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Serge BROUSSEAU, représentant de l'établissement, BCA SERVICES;

VU l'avis émis en date du 5 juillet 2011 par le comité départemental de la sécurité routière;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : BCA SERVICES, située 2 rue Henri Bergson à ASNIERES (92665) représentée par M. Serge BROUSSEAU est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractionnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -27;

Article 2 : Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du Décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 modifiant le Code de la Route, partie réglementaire, Articles R223-5 et suivants ;

Article 3 : Les stages auront lieu dans l'endroit suivant :

- à HOUEMONT (54180) : INTER HOTEL ARCOLE NANCY SUD, ZAC Les Egrez

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- au directeur départemental de l'équipement et des Territoires (délégué à l'éducation routière)

- Madame le maire de HOUEMONT

- Monsieur Serge BROUSSEAU

Nancy, le 9 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

Arrêté n° 227 modifié le 12 août 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « POLE EUROPE PROTECTION »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;
VU l'arrêté n° 227 du 29 mars 2011 portant autorisation d'exploiter une entreprise d'activité privée de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « POLE EUROPE PROTECTION » à VILLERS-LA-CHEVRE (54870), 19 rue du 25ème RA ;
VU la demande de modification du 25 juin 2011, reçue en préfecture le 29 juin 2011, par laquelle le représentant légal de la société « POLE EUROPE PROTECTION » informe du changement de siège et d'une augmentation de capital ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 227 du 29 mars 2011 portant autorisation d'exploiter une entreprise d'activité privée de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « POLE EUROPE PROTECTION » est modifié comme suit :

« **Article 1er** : L'entreprise précitée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, dont le siège est situé depuis le 20 mai 2011 à LONGUYON (54260), 19 rue de Montréal et dont le gérant est M. Ludovic SEGALLA, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le directeur de cabinet du préfet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Ludovic SEGALLA, dirigeant de la société « POLE EUROPE PROTECTION ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
 - au commandant du groupement départemental de gendarmerie,
 - au maire de LONGUYON,
 - au président du tribunal de commerce de BRIEY.
- Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 12 août 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Directeur Adjoint de Cabinet,
Jean-Louis BIOU

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érnigac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 4 août 2011 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement ;
VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2010 portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
VU la demande du président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 1er août 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté du 27 avril 2010 susvisé portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est modifié comme suit, pour ce qui concerne les membres du 3ème groupe : association agréée de pêche :

Titulaire
Jean-Claude JACQUES,
en remplacement de M. Guy SAPRANI

Suppléant
M. Jean-Louis GILLET,
en remplacement de M. Jean-Claude JACQUES

Article 2 : La durée du mandat du membre visés à l'article précédent est de trois ans à compter du 21 juillet 2009.

Article 3 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 5 août 2011 portant modification et renouvellement de la composition du comité local d'information et de concertation du site Brenntag Lorraine de TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2- et L. 125-2-1, L. 515-8, D. 125-29 à D. 125-34 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour de l'établissement BRENNTAG LORRAINE à Toul ;
VU l'arrêté préfectoral n° CLIC 2008-001 en date du 8 juillet 2008 portant renouvellement de la composition du CLIC autour de l'établissement BRENNTAG LORRAINE à Toul ;
VU l'arrêté préfectoral n°2009-002 du 18 mars 2009, modifié par l'arrêté du 17 septembre 2010, prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement BRENNTAG LORRAINE à TOUL ;
VU l'arrêté en date du 1er décembre 2010 associant la commune de Villey-Saint-Etienne et la communauté de communes de Hazelle aux travaux d'élaboration du PPRT ;
CONSIDÉRANT la nécessité de modifier la composition du CLIC du site BRENNTAG LORRAINE pour intégrer les deux collectivités locales précitées ;
CONSIDÉRANT que les membres du CLIC ont été nommés pour une période de 3 ans conformément aux dispositions de l'article D 125-30 VII du code de l'environnement et qu'il convient donc de procéder au renouvellement de la composition du CLIC ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Le comité local d'information et de concertation est composé de 22 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- le préfet ou son représentant,
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ou son représentant,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant, en charge de l'inspection du travail.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Mme Bernadette PAINE, conseillère municipale de Toul, titulaire ou M. Guy SCHILLING, suppléant,
- M. François AUBRY, conseiller municipal de Toul, titulaire, ou M. Olivier HEYOB, suppléant,
- M. le président de la communauté de communes du Toulouais ou son représentant,
- M. le maire de Villey-Saint-Etienne, ou son représentant,
- M. Morand Bihr, représentant la communauté de communes de Hazelle,
- M. Halde ARMAND, conseiller général.

Le collège « exploitants » comprend :

- Mme Céline RUER, Directeur QSE de Brenntag,
- M. Bruno MARDON, directeur de la zone Alsace-Lorraine de Brenntag,
- M. Franck HALBERT, directeur des opérations de la zone Alsace-Lorraine de Brenntag.

Le collège « riverains et personnalités qualifiées » comprend :

En qualité de riverains :

- M. Olivier DEREMETZ, association Paroles d'Entreprises, titulaire, ou M. Christian DEWILDE, suppléant,
- M. le directeur de la société des transports TOB ou son représentant,
- M. Serge CRUISSIÈRE, SNCF, titulaire, ou M. Thierry JACQUES, suppléant,

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Jean-Michel GUILLIN, rectorat de l'Académie de Nancy-Metz,
- M. Olivier DUFAUD, institut de sûreté industrielle de Vandœuvre-lès-Nancy.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Guy BERCEAU, chef d'équipe cariste,
- M. Jean-François SAGLIO, responsable assurance qualité sécurité environnement.

Article 2 : En application des dispositions de l'article D 125-30 IX du code de l'environnement, le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant siège au comité.

Article 3 : En application des dispositions de l'article D 125-31 du code de l'environnement, lorsque le CLIC est réuni pour donner son avis sur le projet de PPRT, cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres cités à l'article 1.

Sur décision du président ou à la demande de la majorité des membres d'un collège, il peut être procédé à un vote par collège. Dans ce cas, le résultat des votes au sein de chaque collège est joint à l'avis du comité.

Article 4 : Le mandat des membres, sauf ceux du collège des services de l'État, est de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 5 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 5 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 11 août 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ;
VU l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives, ratifiée par la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2010 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 mai 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites suite à la désignation des nouveaux représentants du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;
VU la démission de M. André Weisrock en date du 12 juillet 2011 et la proposition de désignation de M. Dominique Harmand pour le remplacer ;
CONSIDÉRANT qu'une erreur matérielle a été commise dans l'arrêté du 15 mai 2011 et qu'il convient de procéder à la rectification de cette erreur ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté du 15 mai 2011 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite " de la nature" est modifié comme suit :

Collège des élus (conseillers généraux)

Titulaires
M. Pierre BAUMANN
M. Maurice VILLAUME

Suppléants
M. Olivier JACQUIN
M. Bernard MULLER

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté du 15 mai 2011 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite " des sites et des paysages" est modifié comme suit :

3-2 : collège des élus (conseillers généraux)

Titulaires
M. Olivier JACQUIN
M. Gauthier BRUNNER

Suppléants
M. Philippe COLIN
M. Jean-Pierre MINELLA

Article 3 : Délais et voies de recours :

L'article 3 de l'arrêté du 15 janvier 2010 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite " des sites et des paysages" est modifié comme suit :

3-3 : collège des personnalités qualifiées

Titulaire : M. Dominique HARMAND, professeur à de géographie physique à l'université de Nancy, en remplacement de M. André WEISROCK, démissionnaire.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

La durée du mandat des membres visés au présent arrêté est de trois ans à compter du 15 janvier 2010.

Article 5 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellule habitat - santé

Arrêté n° 343/2011/ARS/DT54 du 1er août 2011 autorisant la communauté urbaine du Grand NANCY à alimenter les bassins des piscines « thermal ronde » et « thermal olympique » par l'eau du forage dit « F4 » - commune de NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, livre III, titres I et III, et notamment ses articles L.1332-1 à 4 et D.1332-1 à 19 ;
VU le code de la santé publique, livre III, titres I et II, et notamment ses articles R.1321-2 à 5 ;
VU le décret n°81-324 du 7 avril 1981 modifié par le décret n°91-980 du 20 septembre 1991 fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et aux baignades aménagées ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté ministériel du 7 avril 1981 modifié par les arrêtés du 18 janvier 2002 et du 28 septembre 2007 fixant les dispositions techniques applicables aux piscines et aux baignades aménagées ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2004 relatif aux modalités de gestion du risque lié au radon dans les lieux ouverts au public ;
VU l'arrêté ministériel du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution de l'eau chaude sanitaire ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 fixant les modalités du contrôle de l'hygiène et de la qualité des eaux des piscines ;
VU le dossier de demande d'utiliser l'eau du forage F4 pour alimenter les bassins des piscines thermal ronde et thermal olympique, déposé par la communauté urbaine du Grand NANCY ;
VU l'évaluation de la radioactivité naturelle de l'eau du forage Nancy Thermal pour un usage de baignade en piscine de juin 2011 ;
VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 13 juillet 2011 ;

CONSIDERANT que le forage « F4 » capte l'eau de la nappe des grès du trias inférieur mais ne bénéficie pas d'autorisation ministérielle d'exploiter et d'administrer au public, telle qu'elle se présente à l'émergence, en tant qu'eau minérale naturelle ;
CONSIDERANT que le présent arrêté porte sur l'utilisation pour des activités de bain collectif de l'eau du forage F4 en tant qu'eau autre que celle du réseau de distribution public ;
CONSIDERANT que l'eau du forage présente une conductivité, turbidité, ainsi que des teneurs en arsenic, sodium, chlorures, ammonium, fer et manganèse dépassant les limites, références ou recommandations de qualité existantes en matière d'eau destinée à la consommation humaine ;
CONSIDERANT l'absence de normes pour ces paramètres pour les eaux de loisirs ;
CONSIDERANT le traitement de défermentation/démanganisation mis en place et la filière de désinfection de l'eau des bassins ;
SUR proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La communauté urbaine du Grand NANCY est autorisée, aux conditions du présent arrêté, à utiliser l'eau du forage dit F4 pour alimenter les bassins collectifs des piscines « thermal ronde » et « thermal olympique », sises à NANCY.

Article 2 : L'usage de cette eau sera strictement limité à l'alimentation des bassins et en aucun cas pour la consommation humaine et les usages sanitaires.

Article 3 : Les piscines « thermal ronde » et « thermal olympique » doivent disposer en permanence d'une alimentation de secours raccordée au réseau d'adduction publique, pouvant se substituer totalement à l'alimentation en eau par le forage « F4 ».

Article 4 : Toutes dispositions devront être prises pour éviter la pollution de l'eau du forage « F4 » et de l'eau du réseau d'adduction publique par la mise en place de dispositifs de disconnection adaptés, évitant ainsi les phénomènes de retour d'eau.

Article 5 : Le contrôle sanitaire devra être réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 et sera complété par :

- La recherche mensuelle de *Pseudomonas aeruginosa* et légionelles dans les bassins (si la température de l'eau est supérieure à 30 °C) ;
- La recherche semestrielle, après traitement de défermentation/démanganisation, des paramètres suivants : conductivité, turbidité, température, arsenic, ammonium, fer, manganèse, sodium, chlorures, radioactivité.
- La réalisation annuelle à l'émergence :
 - * d'une analyse de type RP telle que définie par la réglementation en vigueur
 - * d'une analyse de légionelles.

- Une analyse de radon dans l'air ambiant des zones de baignade, et une surveillance basée sur les dispositions de l'arrêté du 22 juillet 2004 relatif aux modalités de gestion du risque lié au radon dans les lieux ouverts au public

Article 6 : Les analyses du contrôle sanitaire des eaux de piscines sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de la santé, désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge des responsables des établissements.

Article 7 : En cas de dégradation des caractéristiques de l'eau brute du forage « F4 », de l'eau traitée et/ou de non-conformité de l'eau des bassins, le directeur général de la santé pourra renforcer le contrôle sanitaire. Le cas échéant, l'usage de l'eau pourra être limité voire suspendu par le Préfet sur avis du directeur général de l'agence régionale de santé.

Article 8 : Toute modification des installations et ou du mode d'exploitation devra être portée à la connaissance du Préfet et du directeur général de l'agence régionale de santé.

Article 9 : La communauté urbaine du Grand Nancy élaborera un rapport annuel de surveillance récapitulant les données de la surveillance mise en place par l'exploitant, les événements indésirables et évaluant le niveau de risque sanitaire lié à la qualité de l'eau, et le cas échéant les mesures prises et/ou envisagées pour réduire ce risque. Ce rapport sera transmis au DGARS au plus tard le 15 février de l'année N+1.

Article 10 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux auprès de monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé, 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut-être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY (5, place Carrière) également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE *Service produits de santé et biologie*

Arrêté n° 2011-271 du 22 juillet 2011 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société ADS Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L. 4211-5 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean François BENEVEISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté DDASS/AES/MH/MC N° 5642 du 21 décembre 2007 autorisant la Société ADS Lorraine SARL sise 26 rue de la Rosière à Domgermain (54119) à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement sis 632 avenue Clémenceau à Toul (54200) ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de Dispensation à domicile de l'Oxygène à Usage Médical ;

CONSIDERANT le dossier de demande présenté le 25 mars 2011 par Monsieur CHARTEUX, gérant de la société « ADS LORRAINE », en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical suite au transfert de la société du 632 avenue Clémenceau à Toul (54200) au ZA – CD960 A- n°7 à Domgermain (54119) ;

CONSIDERANT les pièces complémentaires envoyées par la société le 10 mai 2011 et réceptionnées à l'ARS de Lorraine le 11 mai 2011 ;

CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 21 juillet 2011 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 22 juillet 2011 ;

ARRETE

Article 1er : La Société « ADS LORRAINE » dont le siège social se situe au 26 rue de la Rosière à Domgermain (54119) est autorisée, pour son site de rattachement sis ZA – CD960 A- n°7 à Domgermain(54119), à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société à Responsabilité Limitée

Siège social : ZA – CD960 A- n°7 à Domgermain (54119)

Pharmacien responsable : Madame Muriel STEINBRUCK (0,8 équivalent temps plein)

Aire géographique desservie :

- Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;

- Champagne Ardenne : Marne (51), Haute-Marne (52) ;

- Bourgogne : Côte d'Or (21) ;

- Alsace : Haut Rhin (67), Bas-Rhin (68).

Article 2 : L'arrêté DDASS/AES/MH/MC N° 5642 du 21 décembre 2007 est caduque.

Article 3 : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 4 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 5 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Auprès de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société ADS Lorraine et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.

Nancy, le 22 juillet 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-276 en date du 27 juillet 2011 portant autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy pour la réalisation des préparations hospitalières par la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy pour le compte de la Polyclinique Majorelle à Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 5126-2, L. 5126-3 et R. 5126-9 ;

VU la décision du 5 novembre 2007 relative aux Bonnes Pratiques de Préparation ;

VU la licence n°145 accordée à la Maternité Départementale pour l'exploitation d'une pharmacie à usage intérieur en date du 24 décembre 1946 ;

VU l'autorisation implicite pour la réalisation des préparations hospitalières à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;

CONSIDERANT la convention de sous-traitance entre établissements de santé pour la prestation par une pharmacie à usage intérieur de préparation de gélules pédiatriques conclue entre la Maternité Régionale A. Pinard Nancy et la Polyclinique Majorelle à Nancy ;

CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 26 juillet 2011 ;

ARRETE

Article 1er : La Pharmacie à Usage Intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard de Nancy sise 10 rue du Docteur Heydenreich à Nancy (54042) est autorisée à réaliser des préparations hospitalières sous forme de gélules pédiatriques pour le compte de l'établissement Polyclinique Majorelle sis 1240 avenue R. Pinchard à Nancy (54000).

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de 5 ans maximum.

Article 3 : La modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale est autorisée dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles R. 5125-15 à R. 5125-17.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Général de la Maternité Régionale de Nancy et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de la Polyclinique Majorelle de Nancy ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle ;

et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juillet 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-277 du 27 juillet 2011 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société SYNAPSE SANTE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L. 4211-5 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean François BENEVEISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de Dispensation à domicile de l'Oxygène à Usage Médical ;

CONSIDERANT le dossier de demande présenté le 17 mars 2011 par Monsieur Alain BOUCHE, co-gérant de la société « SYNAPSE SANTE », en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement sis 27 avenue Maréchal FOCH à TOUL ;

CONSIDERANT les pièces complémentaires envoyées par la société le 31 mai 2011 ;

CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique ;

CONSIDERANT l'avis favorable avec réserves du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens ;

ARRETE

Article 1er : La Société « SYNAPSE SANTE » dont le siège social se situe au 27 avenue Maréchal Foch à TOUL (54200) est autorisée, pour son site de rattachement, situé à la même adresse, à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société à Responsabilité Limitée
 Siège social : 27 avenue Maréchal Foch 54200 TOUL
 Pharmacien responsable : Madame Elodie SANTOS EHRENFELD
 Pharmacien adjoint : Madame Nicole STEINMETZ DUVAL
 Aire géographique desservie :

- Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;
- Champagne Ardenne : Marne (51), Ardennes (08), Haute-Marne (52) ;
- Franche Comté : Haute-Saône (70) ;
- Alsace : Haut Rhin (67), Bas-Rhin (68).

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 4 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 5 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Auprès de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SYNAPSE SANTE à Toul et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;
- Madame le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Franche Comté ;
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.

Nancy, le 27 juillet 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 Jean-François BENEVISE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2011-281 du 3 août 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-172 en date du 15 avril 2011, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>Conseillers régionaux</i>	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAUD (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
<i>Conseils généraux</i>	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice Générale Adjointe aux Solidarités CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général CG 88)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
<i>Représentants des groupements de communes</i>	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)

<i>Représentants des communes</i>	
Isabelle KAUCIC (adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie LEVY JURIN (adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>Représentants des associations agréées</i>	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Michèle STRYJSKI (Présidente Alzheimer)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
<i>Représentants des associations de retraités et de personnes âgées</i>	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
<i>Représentants des associations des personnes handicapées</i>	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse- Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	en attente de désignation
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>Représentants des organisations syndicales de salariés</i>	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
<i>Représentants des organisations professionnelles d'employeurs</i>	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER	Pierre MULLER

(CGPME)	(CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
<i>Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales</i>	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
<i>Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles</i>	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité</i>	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
<i>Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles</i>	
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
<i>Représentant des caisses d'allocations familiales</i>	
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF 57)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)
<i>Représentant de la mutualité française</i>	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>Représentants des services de santé scolaire</i>	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
<i>Représentants des services de santé au travail</i>	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
<i>Représentants des services départementaux de PMI</i>	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
<i>Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé</i>	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
<i>Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé</i>	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
<i>Représentant des associations de protection de l'environnement agréées</i>	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>Représentants des établissements publics de santé</i>	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Bernard MONTINET (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
<i>Représentants des établissements de santé à but lucratif</i>	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)

Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
<i>Représentants des établissements privés à but non lucratif</i>	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
<i>Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile</i>	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
<i>Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées</i>	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSE)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHAPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Gilles DUPUITS (Directeur Général de l'AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
<i>Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées</i>	
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHAPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	en attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
<i>Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale</i>	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
<i>Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé</i>	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
<i>Représentant des réseaux de santé</i>	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
<i>Représentant de des associations de permanence des soins</i>	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
<i>Médecin d'un SAMU-SMUR</i>	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDÉ (Directeur Médical SAMU 57)
<i>Représentant des transporteurs sanitaires</i>	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
<i>Représentant des SDIS</i>	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur SDIS de la Meuse)
<i>Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé</i>	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
<i>Représentants des professionnels de santé</i>	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
<i>Représentant de l'ordre des médecins</i>	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
<i>Représentant des internes en médecine</i>	
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh Deshpriya DHUNY (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :
- Le Préfet de Région,

- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 3 août 2011

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine, et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-287 du 8 août 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011 - 35 en date du 7 février 2011, portant composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté n° 2011 - 234 en date du 16 juin 2011, modifiant la composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Marie-Noëlle QUENTON (FHF - HLI Pompey)
Jean-Paul COLOTTE (FHF - CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF - CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Jean-Luc SCHMUTZ (FHF - CHU)	Jean-Michel HASCOET (FHF - Maternité Régionale)
David PINEY (FHF - Lunéville)	En attente de désignation
Christian BRETON (FHP - Clinique Louis Pasteur)	Vincent MAUVADY (FHP - Clinique Ambroise Paré)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTTOYA (CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Giovani LONGO (DGA AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (FHP - EPAHD Les Ophéliades)	En attente de désignation
Jacqueline THIERRY (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Attente de désignation	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE
représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne BELLUT (dermatologue)	Michel VIRTE (O.R.L.)

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Thierry LAMARCHE (Syndicat National des Infirmiers)	Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARM Est)
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Amar NAOUN (ALSMT Lunéville)	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS
associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CDFT)	Monique VASSEUR (Présidente Association des conjoints survivants)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS
un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie LEVY-JURIN (conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nicole FEIDT (maire de Toul)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy)
Valérie ROSSO-DEBORD (adjointe au maire de Nancy)	Jean-Luc SENAULT (maire de Flavigny sur Moselle)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice-présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Michel MARCHAL (Conseiller Général Meurthe et Moselle)
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	Rose-Marie FALQUE (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 8 août 2011

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine, et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Arrêté n° 267/2011 en date du 20 juillet 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU - Département de la Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;
CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 11 juillet 2011 proposant le remplacement de M. Pascal NICOLLE par M. Jacky TURBAN en qualité de représentant de l'organisation syndicale ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du Centre Psychothérapique de Nancy, 1 rue du Docteur Archambault BP 1010 – 54521 LAXOU Cedex, établissement public de santé de ressort départemental est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Jean-Pierre REICHHART, représentant de la commune de LAXOU ;

- Madame Valérie ROSSO-DEBORD, Député et Monsieur François WERNER, représentants de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

- Monsieur Yves WILLER, représentant du président du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle, et Madame Dominique OLIVIER, représentante du même conseil général ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Monsieur Pascal BACROIX, représentant de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Professeur Daniel SIBERTIN-BLANC et Monsieur le Docteur Didier BEAU, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Monsieur Jacky TURBAN et Monsieur Claude ROMBACH, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Pascal HOULNE et Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

- Madame Marie-Christine CLERY (UNAFAM) et Monsieur Henri BRUGIERE (La Soupe pour les Sans-Abri), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame Simone ALBISER, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou (si cette structure existe) ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 juillet 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

PRODUITS DE SANTE ET BIOLOGIE

Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-37 du 1er août 2011 autorisant à déroger à l'interdiction de marquage, capture définitive, détention en captivité, utilisation, relâcher et recapture de spécimens d'espèces animales protégées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
VU l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU le certificat de capacité n°54-60 du 18/07/2006 délivré à M. BARRAT Jacques pour les mammifères et oiseaux de la faune sauvage européenne ;
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 28 juillet 2011 formulées par l'ANSES de Nancy ;
VU l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature n°11/589 du 28 juillet 2011 ;
CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante à la surveillance d'une population mixte de chauves-souris ;
CONSIDÉRANT que, de part le fait que cette autorisation concerne une autorisation pour des manipulations et compte tenu du nombre probablement assez limité de capture définitive qui seront réalisées, cette dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;
CONSIDÉRANT l'enjeu de santé publique vis-à-vis du virus rabique transmissible à l'homme ;
CONSIDÉRANT l'intérêt de ces recherches, notamment en ce qui concerne le portage du virus rabique par une espèce différente de la Sérotine commune, la transmission et l'évolution de ce virus ;
CONSIDÉRANT l'intérêt pour le suivi, de la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens ;
SUR proposition du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement :

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES) – Laboratoire Rage et Faune Sauvage Nancy – Technopole Agricole et Vétérinaire – 54220 MALZEVILLE, en la personne de M. BARRAT Jacques.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le mandataire cité à l'article 1er est autorisé à déroger à l'interdiction :

- de marquage par pose d'émetteurs ou de bague, à relâcher et à recapturer tous les spécimens de Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*) ainsi que de toutes les espèces de Chiroptères présentes en région Lorraine à l'exclusion des espèces figurant à l'arrêté du 9 juillet 1999 modifié ;
- de capture définitive, de détention en captivité au sein de la maison forestière du point du jour-Route de Nomeny-54700 ATTON et à utiliser, tous les spécimens de Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*) ainsi que de toutes les espèces de Chiroptères présentes en région Lorraine à l'exclusion des espèces figurant à l'arrêté du 9 juillet 1999 modifié, excréteurs de virus rabique.

Article 3 : Localisation

Les opérations prévues à l'article 2 seront réalisées sur la commune de Pagny-sur-Moselle.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve du suivi du protocole « Mise sous surveillance d'une population de chauves-souris (Sérotines communes et espèce non identifiée) d'où est issu une chauve-souris porteuse d'un Lyssavirus » fourni dans le dossier de demande.

Article 5 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fera réaliser à ses frais un rapport annuel d'activité qu'il transmettra au plus tard en mars 2012, 2013 et 2014, à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 7 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 3 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Soit :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratif de la Préfecture de la Moselle.

Article 10 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. BARRAT Jacques ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :
* Messieurs les Sous-Préfets de Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
* Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
* Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
* Monsieur le Directeur départementale de la protection des populations,
* Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé,
* Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
* Monsieur le Président du Conseil Général de la Moselle,
* Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Metz, le 1er août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional,
Par subdélégation, le Chef de Division,
Luc CHRÉTIEN

Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-40 du 4 août 2011 modifiant l'arrêté préfectoral n°2011-DREAL-RMN-34 du 28/07/2011 autorisant à déroger à l'interdiction d'enlèvement, transport, détention, utilisation et destruction de spécimens ou de parties de spécimens de Chat sauvage

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2, L 415-1 à 5 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°2011-DREAL-RMN-34 du 28/07/2011 autorisant à déroger à l'interdiction d'enlèvement, transport, détention, utilisation et destruction de spécimens ou de parties de spécimens de Chat sauvage ;
CONSIDÉRANT que le Lynx boréal (Lynx lynx) est inscrit à l'arrêté du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département et que, dans ce cadre, les dérogations accordées pour cette espèce relève de compétence ministérielle et non préfectoral ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2011-DREAL-RMN-34 du 28/07/2011 autorisant à déroger à l'interdiction d'enlèvement, transport, détention, utilisation et destruction de spécimens ou de parties de spécimens de Chat sauvage est modifié ainsi :

« Le mandataire cité à l'article 1er est autorisé à déroger à l'interdiction d'enlèvement, de transport, de détention, d'utilisation et de destruction de tous spécimens ou de parties de spécimens de Chat sauvage (Felis silvestris) ».

Article 2 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 3 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Article 4 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Mme Estelle GERMAIN du CROC ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle,
- et dont copie sera adressée à :
* Mesdames et Messieurs les Sous-Préfets de la Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
* Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
* Madame le Ministre de l'Ecologie, du développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
* Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Metz, le 4 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional,
Par subdélégation, le Chef de Division,
Luc CHRÉTIEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/291 du 28 juillet 2011 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre I du Livre I du code rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU le décret 92-1290 du 11 décembre 1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2008 portant modification de la constitution de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;
VU la lettre de la Chambre d'Agriculture en date du 2 septembre 2010 ;
VU la délibération du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 31 mars 2011 ;
VU la lettre de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle en date du 21 juin 2011 ;
VU le courrier de la Coordination Rurale de Meurthe et Moselle en date du 25 juillet 2011 ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 17 juillet 2008 est modifié.

Article 2 : La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Président

- M. Claude LEMOINE, Président titulaire
- M. Yves GRY, Président suppléant

2/ Conseillers Généraux

- M. Gauthier BRUNNER, titulaire
- M. Olivier JACQUIN, titulaire
- M. Olivier TRITZ, titulaire
- M. Michel MARCHAL, titulaire
- M. Philippe COLIN, suppléant
- M. Noël GUERARD, suppléant
- M. Maurice VILLAUME, suppléant
- Mme Rose-Marie FALQUE, suppléante,

3/ Maires des communes rurales

- M. Michel MALGRAS, titulaire
- M. Alain LALLEMAND, titulaire
- M. Bernard GOUYAU, suppléant
- M. Bernard VAUTRIN, suppléant

4/ Membres fonctionnaires

a - Représentants le Directeur départemental des Territoires

- M. Michel MARTY, titulaire
- M. Thibaut FRANCOIS, titulaire
- Mme Brigitte BAZOGE, titulaire
- M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- M. Ludovic BONNARD, suppléant
- M. Stéphane VIADER, suppléant
- M. Bernard MOMPEURT, suppléant
- Mme Christelle HURNI, suppléante

b - Représentant le Directeur des Finances Publiques

- M. Georges FAURE, titulaire
- M. Hugues ROSSIGNOL, titulaire
- Mme Elisabeth BONNEVILLE, suppléante
- M. Denis PERNOT, suppléant

5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.

6/ Le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) ou son représentant.

7/ Le Président du syndicat des jeunes agriculteurs (JA) ou son représentant.

8/ Représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles au niveau départemental

- M. Michel MERLIN de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA)
- M. Mathieu FOURNIER du syndicat des jeunes agriculteurs (JA)
- M. François TOUSSAINT de la Coordination Rurale Alsace-Lorraine (CR54)

8/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.

9/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture

a - Propriétaires bailleurs

- M. Jean-Marie HOLLINGER, titulaire
- M. Jean MASSON, titulaire
- M. Hubert GOUDOT, suppléant
- M. Gérard PARISSE, suppléant

b - Propriétaires exploitants

- M. Albert GIGLEUX, titulaire
- M. Michel GROJEAN, titulaire
- M. André FERRY, suppléant
- M. Bertrand BRIGNIER suppléant

c - Exploitants preneurs

- M. Charles BAUDOIN, titulaire
- M. Joël MARCHAL, titulaire
- M. Daniel BAUMANN, suppléant
- M. Philippe HENNEBERT, suppléant

d - Propriétaires forestiers

- M. René ACREMENT, titulaire
- M. Jean PAUREAU, titulaire
- M. Paul PEROUX, suppléant
- M. Jean-Pierre JACQUES, suppléant

10/ Associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages

Représentants la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle

- M. Patrick MASSENET, titulaire
- M. Roméo RIEDER, suppléant

Représentants la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle

- M. Jean-Claude JACQUES, titulaire
- M. Eric TAVOSO, suppléant

11/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.

12/ M. le représentant de l'office national des forêts

- M. Marc DEROY

13/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.

14/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises

- M. Charles BILOT, titulaire
- M. Marcel BONTEMPS, titulaire
- M. Pierre PERIN, suppléant
- M. André CAMAILLE, suppléant

15/ Si le département comprend une aire d'AOC

Un représentant de l'institut national des appellations d'origine contrôlées qui ne siège que si les périmètres examinés par la commission comprennent une aire d'appellation d'origine contrôlée :

- M. Gérard MEYER

Article 3 : Un agent de la Direction Départementale des Territoires est chargé des fonctions de secrétaire de la commission.

Article 4 : Le présent arrêté sera adressé :

Pour exécution :

- M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux membres de la commission départementale.
- M. le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication :

- A un journal du département.
- Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 juillet 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

« Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif, 5 PLACE DE LA CARRIÈRE - 54036 NANCY CEDEX, dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande) »

Arrêté du 2 août 2011 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres et aux normes usuelles du département de Meurthe-et-Moselle au titre de la campagne 2010

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 modifié concernant le soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
VU le règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;
VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
VU le règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (dit règlement «OCM unique») ;
VU le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) no 1290/2005, (CE) no 247/2006 et (CE) no 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) no 1782/2003 ;
VU le règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs ;
VU le règlement (CE) n° 1121/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide en faveur des agriculteurs prévus aux titres IV et V dudit règlement ;
VU le règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole ;
VU le code rural, notamment les sections 4 et 5 du chapitre Ier du titre IV du livre III, la section 4 du chapitre V du titre I du livre VI (partie réglementaire) et l'article D.665-17 ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 214-1 à L. 214-6 et L. 214-8 ;
VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2004 relatif au report de la date de broyage et de fauchage de la jachère de tous terrains à usage agricole ;
VU l'arrêté du 13 juillet 2010 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;
VU le décret n° 2010-813 du 13 juillet 2010 relatif aux bonnes conditions agricoles et environnementales ;
VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA/EEB n°001 du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en oeuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution des nitrates d'origine agricole ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : cours d'eau concernés par l'implantation de bandes tampons

En application du deuxième alinéa du 1° de l'article 1er de l'arrêté du 13 juillet 2010, les cours d'eau concernés par l'implantation de bande tampon dans le département sont ceux représentés par des traits bleus pleins ou pointillés sur les cartes les plus récentes au 1/25000ème éditées par l'Institut Géographique National (IGN).

Si un cours d'eau figurant sur la carte n'est pas matérialisé sur le terrain, il n'est pas concerné. En cas de doute sur l'existence d'un cours d'eau figurant sur la carte, et sur demande de l'exploitant, l'administration peut établir le statut définitif de ce cours d'eau au regard de la conditionnalité à l'aide des données dont elle dispose (SCAN25, ortho-photo, BD Topo) et, si nécessaire, par une visite sur le terrain.

Article 2 : bande tampon / couverts autorisés

Les couverts des bandes tampons autorisés sont des couverts herbacés, arbustifs ou arborés. Le couvert doit être permanent et suffisamment couvrant. Ce couvert peut être implanté ou spontané, il doit être constitué par une ou plusieurs espèces végétales prédominantes autorisées et implantées de manière pérenne.

En application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 2010 susvisé, la liste des espèces herbacées et des dicotylédones autorisées comme bande tampon est la suivante :

Achillée millefeuille, Berce commune, Brome cathartique, Brome sitchensis, Cardère, Carotte sauvage, Centaurée des prés, Centaurée scabieuse, Chicorée sauvage, Cirse laineux, Dactyle, Fétuque des prés, Fétuque élevée, Fétuque ovine, Fétuque rouge, Fléole des prés, Gesse commune, Grande marguerite, Leontodon variable, Lotier corniculé, Luzerne, Mauve musquée, Mélilot, Minette, Origan, Paturin, Radis fourrager, Ray-grass anglais, Ray-grass hybride, Sainfoin, Serradelle, Tanaisie vulgaire, Trèfle blanc, Trèfle d'Alexandrie, Trèfle de Perse, Trèfle incarnat, Trèfle violet, Vesce commune, Vesce de Cerdagne, Vesce velue, Vipérine, Vulnéraire.

En application de l'article 2 de l'arrêté 13 juillet 2010, les légumineuses « pures » ne peuvent être implantées sur les bandes tampons.

Les couverts jachère faune sauvage, jachère fleurie et jachère apicole respectant les cahiers des charges décrits dans les annexes VI, VII et VIII sont acceptés si ces couverts correspondent aux critères du couvert de la bande tampon tels que définis ci-dessus.

Article 3 : bande tampon / modalités d'entretien

Les bandes tampon respectent les modalités d'entretien précisées par l'article D.615-46 du code rural et l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010. Ainsi, la bande tampon ne peut pas être labourée mais un travail superficiel du sol y est autorisé. L'emploi de fertilisants et de produits phytosanitaires y est interdit.

Les bandes tampon respectent les modalités d'entretien des surfaces pour lesquelles elles sont déclarées.

En application du 3° de l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le broyage et le fauchage des surfaces en bande tampon est interdit sur une période de 40 jours consécutifs du 1er mai au 9 juin. Toutefois la surface en bande tampon localisée sur des parcelles déclarées en herbe (prairies temporaires, prairies permanentes, estives, landes et parcours) n'est pas concernée par cette interdiction.

Article 4 : diversité de l'assolement

En application du 4° de l'article 4 de l'arrêté du 13 juillet 2010 susvisé, les dispositions du 7.d de l'article 4 de l'arrêté préfectoral 2009/DDEA/EEB n°001 du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en oeuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution des nitrates d'origine agricole reproduites à l'annexe II s'appliquent.

Article 5 : règles minimales d'entretien des terres

En application de l'article D.615-50 du code rural, les règles d'entretien des terres sont détaillées à l'annexe I.

Article 6 : maintien des particularités topographiques

La liste des éléments topographiques figure en annexe IV au présent arrêté. En application du 3° de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, la largeur maximale d'une haie pouvant être retenue comme particularité topographique est fixée à 10 mètres. La largeur maximale d'une bande tampon pouvant être retenue comme particularité topographique est fixée à 10 mètres.

En application du 3° de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, les surfaces en jachère faune sauvage, en jachère fleurie ou en jachère apicole peuvent être retenues comme éléments topographiques si leurs couverts respectent les cahiers des charges repris en annexes VI, VII et VIII.

Article 7 : BCAA HERBE/ exigences de productivité minimale

En application du 1° de l'article 9 de l'arrêté du 13 juillet 2010, les règles d'entretien des surfaces en herbe (prairies temporaires, pâturages permanents, estives) sont les suivantes : respecter un chargement annuel d'au moins 0,2 UGB/ha de surface fourragère ou, pour les exploitations commercialisant tout ou partie de leur production herbagère, récolter au minimum 1 tonne de matière sèche / ha.

Article 8 : normes usuelles

En application de l'article D.615-12 du code rural, les éléments suivants peuvent être pris en compte dans la superficie d'une parcelle admissible pour l'activation de droits à paiement unique :

- haies entretenues d'une largeur inférieure à 4 mètres ;
- fossés d'une largeur inférieure à 2 mètres ;
- murets d'une largeur inférieure à 2 mètres ;
- bords de cours d'une largeur inférieure à 4 mètres ;
- arbres isolés, y compris les vergers hautes tiges entretenus et dont les surfaces sont valorisées par fauche ou pâturage ;
- bosquets pâturables dans la limite de 10 % de la surface fourragère de l'îlot concerné et de 50 ares d'un seul tenant. Est considéré comme pâturable tout bosquet pénétrable par les animaux qui valorisent la parcelle au moins une partie de l'année ;
- surface entourant les arbres isolés et surfaces entourant les pylônes, dans la limite d'un are par hectare entamé.

Article 9 : L'arrêté préfectoral 2009/DDEA54/AFC-367 du 3 juillet 2009 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres du département de Meurthe-et-Moselle et l'arrêté préfectoral 2007/105 relatif aux normes locales applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle sont abrogés.

Article 10 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 2 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Les

Annexe I : Règles minimum d'entretien des terres

Annexe II : Dispositions existantes applicables à la mesure « diversité de l'assolement »

Annexe III : Herbicides autorisés pour les parcelles gelées ou retirées de la production

Annexe IV : Particularités topographiques et leur valeur de surface équivalente topographique (SET)

Annexe V : Liste des espèces invasives

Annexe VI : Cahier des charges « jachère apicole » Campagne 2009 / 2010

Annexe VII : Cahier des charges « jachère faune sauvage » Campagne 2009 / 2010

Annexe VIII : Cahier des charges « jachère fleurie » Campagne 2009 / 2010

sont consultables à la Direction Départementale des Territoires – Service Agriculture - Forêt - Chasse – et sur le site de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : rubrique Agriculture.

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Commune de REPAIX – Arrêté n° 2011/DDT54/ADUR/008 du 4 août 2011 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R.124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 4 octobre 2007 prescrivant l'élaboration de la carte communale ;

VU l'arrêté du 18 février 2011 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 12 mars 2011 au 11 avril 2011 ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 22 avril 2011 ;

VU la délibération du conseil municipal de REPAIX en date du 17 juin 2011 approuvant la carte communale ;

CONSIDÉRANT que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La carte communale de REPAIX qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000e,
- un plan de zonage au 1/5 000e,
- un plan du réseau d'eau potable au 1/2 000e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de REPAIX n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de REPAIX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 août 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2011-0025 du 29 juillet 2011 d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 541-2-1-II, concernant les déchets ultimes, et L.541-30-1, concernant les ISDI, ainsi que les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;

VU le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;

VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

VU la demande d'autorisation d'exploiter de la société HOLCIM Granulats France du 5 novembre 2010, complétée le 23 novembre 2010 et le 09 février 2011 et lors d'une réunion le 18 avril 2011 ;

VU le courrier du 29 avril 2011 déclarant le dossier complet ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé Lorraine du 21 juin 2011 ;

VU l'avis du service Navigation du Nord-Est du 21 juillet 2011 ;

VU l'avis du maire de VANDIERES du 21 juillet ;

VU la demande d'avis adressée au maire de VITTONVILLE le 21 juin 2011 ;

VU la demande d'avis adressée le 27 avril au service de l'Aménagement du territoire et Environnement du Conseil général de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

CONSIDÉRANT que la liste des déchets inertes admissibles dans une ISDI est établie pour un stockage en terrain sec,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La société HOLCIM Granulats France, dont le siège social est situé 192 avenue Charles de Gaulle, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à VANDIERES, au lieu-dit « les longues raies », dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

L'exploitation de l'installation autorisée devra respecter les prescriptions de l'autorisation donnée au titre de la loi sur l'eau.

Article 2 : La surface foncière affectée à l'installation est de 30 hectares 80 ares 09 centiares. Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation (m²)	Surface affectée au stockage de déchets (m²)
		Section	Numéro		
Vandières	Les longues raies	A	De 190 à 205, 208, 209, de 226 à 232, 238, 239, 242, 243, 246, 247, 517, de 156* à 59*, 163*, 164*, 178*, 206, 207, 210, de 211* à 217*, de 219* à 225*, 233*, 240*, 241*, 527*, 552*, 553*, 698* *pour partie	308 009 m2	263 000 m2

Article 3 : L'exploitation est autorisée pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : La capacité totale de stockage est limitée à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 400 000 tonnes

Article 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 20 000 tonnes

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux maires de Vandières et Vittonville,
- au pétitionnaire.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée aux mairies de Vandières et Vittonville. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 juillet 2011

Le Chef du Service Environnement Eau Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

ANNEXE I

Titre I^{er} - Dispositions générales

1.1. - Définitions

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

Déchets inertes : déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Installation de stockage de déchets inertes : installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

Installation interne de stockage : installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

Installation collective de stockage : installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

Exploitant : personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

1.4. - Accidents – Incidents

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, de porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.5. - Contrôles et analyses, inopiné ou non

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopiné ou non, sont supportés par l'exploitant.

1.6. - Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

Titre II - Aménagement de l'installation

2.1. - Identification

A proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

2.2. - Accès à l'installation

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site de la manière suivante :

l'installation est entourée d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres)

Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel, notamment pour faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie en cas de sinistre.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage formé aux risques générés par l'installation.

2.3. - Moyens de pesée

Sans objet

2.4. - Moyens de communication

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

2.5. - Trafic interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement est limitée à 40 km/h.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

2.6. - Conformité de l'exploitation

15 jours avant l'admission des premiers déchets dans l'installation, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement et lui adresse un dossier technique comprenant une analyse, par un organisme tiers, de sa conformité aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Titre III - Conditions d'admission des déchets

3.1. - Déchets admissibles

Peuvent être admis dans l'installation les déchets inertes ultimes respectant les dispositions du présent titre, autorisés par l'annexe II du présent arrêté.

Tout déchet inerte recyclable doit être recyclé

3.2. - Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.3. - Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

3.4. - Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 3.5 ;
- les résultats du test de détection de goudron mentionné au point 3.6 ;
- le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ;
- les documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est de un an.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

3.5. - Procédure d'acceptation préalable. Pour mémoire.

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient *a minima* une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III ne peuvent pas être admis.

3.6. - Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux, relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ne sont pas autorisés en stockage sur le site, même ne contenant pas de goudron..

3.7. - Contrôle lors de l'admission des déchets

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ou des documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé. S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le mesurage mentionné au point 6.2 et les contrôles mentionnés au point 6.4 sont également réalisés.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.8. - Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

3.9. - Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné au point 3.8, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le registre contient en outre les éléments mentionnés au point 6.7.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

Titre IV - Règles d'exploitation du site

4.1. - Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
35 dB(A) < Bruit ambiant ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Bruit ambiant > 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux admissibles en limites de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

4.2. - Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

4.3. - Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

4.4. - Mesures par rapport aux plantes invasives

Toutes les mesures contre les plantes invasives seront adaptées en fonction des connaissances sur la distribution, la dynamique des populations et l'écologie des espèces végétales :

Des mesures de surveillance seront établies pour éviter les risques de contamination liés aux apports de matériaux inertes en remblaiement des bassins. Un contrôle au moins bisannuel sera réalisé pour déceler la présence de plantes invasives.

En cas de présence avérée d'espèces invasives, la mise en œuvre de méthodes de contrôle biologique / écologique sera réalisée.

Les méthodes de contrôle et d'éradication seront définies pour chaque espèce selon le guide de lutte contre les plantes invasives de Serge Muller (Muller S. – coord - 2004 – Plantes invasives en France. MNHN).

4.4. - Progression de l'exploitation

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries, mais aussi pour permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon le phasage contenu dans le dossier de demande.

Des suivis de la qualité de la nappe phréatique devront être réalisés, conformément à ce qui sera décrit dans le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

4.5. - Plan d'exploitation

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés.

4.6. - Déclaration annuelle

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

- les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en provenance du département et celles d'autres provenances géographiques ;
- la capacité de stockage restante pour les déchets inertes et, le cas échéant, les déchets d'amiante lié, au terme de l'année de référence.

L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation.

Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

La déclaration est effectuée, selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

Titre V - Réaménagement du site après exploitation

5.1. - Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage indiqué au point 4.4. Son modèle permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture est précisée dans le plan d'exploitation du site mentionné au point 4.5.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

5.2. - Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

En aucun cas, le remblai ne pourra atteindre le niveau du terrain naturel initial.

5.3. - Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site, et, le cas échéant, l'emplacement des alvéoles dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés. Dans ce dernier cas, l'exploitant précise les mesures prises pour garantir l'intégrité de leur stockage et leur confinement et pour prévenir toute exposition future des riverains aux déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et notamment les restrictions d'usage du site. Une copie de ce plan du site est transmise au maire de VANDIERES.

Titre VI - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Pour mémoire, les déchets contenant de l'amiante lié sont interdits sur le site.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les règles suivantes devront être respectées :

6.1. - Aménagements spécifiques

L'installation est équipée d'un moyen de pesée répondant aux exigences du point 2.3.

Afin de prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante, une zone de déchargement adaptée à ces déchets est aménagée.

La zone de déchargement est équipée d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.

6.2. - Règles d'exploitation spécifiques

Chaque chargement de déchets fait l'objet d'un mesurage, le cas échéant avec leur conditionnement, à l'entrée du site ou lors du déchargement.

Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souple, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct du chargement sont interdites.

Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement dans des alvéoles spécifiques.

6.4. - Contrôle lors de l'admission de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié à des matériaux inertes durant sa manutention avant stockage et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret du 28 avril 1988 susvisé est bien présent.

Lors de la présentation de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, l'exploitant complète le bordereau prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé.

6.5. - Couverture quotidienne

Les alvéoles contenant des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont couvertes quotidiennement et avant toute opération de régalaie d'une couche de matériaux présentant une épaisseur et une résistance mécanique suffisante.

6.6. - Couverture finale

Après la fin d'exploitation, une couverture d'au moins un mètre d'épaisseur est mise en place à laquelle il est ajouté une couche suffisante de terre végétale pour permettre la mise en place de plantations.

6.7. - Tenue du registre

En sus des éléments prévus au point 3.9, l'exploitant indique dans le registre des admissions, pour les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes présentés dans l'installation :

- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets contenant de l'amiante ;
- le nom et l'adresse du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- l'identification de l'alvéole dans laquelle les déchets sont stockés.

6.8. - Obligation d'information

L'exploitant fait publier à ses frais le présent arrêté au bureau des hypothèques de la situation des immeubles.

ANNEXE II

Liste des déchets admissibles dans l'installation de stockage
sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5

CODE DECHET ^(*)	DESCRIPTION ^(*)	RESTRICTIONS
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
17 06 05*	Matériaux de construction contenant de l'amiante	Uniquement les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
(*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement.		

Seuls les déchets ultimes sont autorisés sur le site.

Les matériaux suivants sont interdits sur le site :

- Tous matériaux pouvant nuire à la qualité de l'eau,
- Les matériaux provenant d'une activité industrielle n'ayant pas fait l'objet d'une caractérisation par analyse adaptée prouvant qu'ils sont inertes et aptes à servir de remblai dans une carrière en eau ou un plan d'eau.
- Les terres suspectes ou considérées polluées à l'occasion de leur réception sur le site
- Les déchets industriels spéciaux et les déchets dangereux et non-dangereux
- Les briques réfractaires,
- Les déchets industriels banals,
- Les matériaux putrescibles et fermentescibles telles que bois, papiers, cartons, déchets verts, ordures ménagères,
- Les matières synthétiques telles que caoutchouc, plastiques résines et métaux, quels qu'ils soient,

- Les matériaux solubles tels que les plâtres,
- Les enrobés et produits bitumineux, goudrons, asphalte, y compris ceux résultant du démantèlement des chaussées de route ,
- Les déchets susceptibles de s'enflammer et les explosifs,
- Les effluents, produits de vidange, boues ne résultant pas du criblage mécanique des matériaux extraits du site lui-même,
- Tous matériaux contenant de l'amiante.

ANNEXE III

Critères à respecter pour l'admission de déchets inertes soumis
à la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 pour mémoire

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorure (""")	800
Fluorure	10
Sulfate (""")	1 000 (*)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (""")	500
FS (fraction soluble) (""")	4 000

(*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un *ratio* L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un *ratio* L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(") Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(""") Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (""")
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

ANNEXE IV

Modèle de déclaration annuelle prévue au point 4.6

Nom de l'exploitant	
Adresse du siège social	
Nom de l'installation	
Nom du propriétaire de l'installation	
Adresse du site de l'installation	
N° SIRET	
Code APE	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de déconstruction contenant de l'amiante (en tonnes)	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets inertes (en tonnes)	
Année concernée par la déclaration	
Eléments d'information sur l'exploitation de l'installation de stockage pendant l'année écoulée :	

LIBELLE ET CODE DU DECHET (Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)		QUANTITE ADMISE ^(*) exprimée en tonnes	
CODE	LIBELLE	Déchets originaires du département où est localisée l'installation	Déchets originaires d'autres provenances géographiques

(*) la quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Nancy, le 29 juillet 2011

Le Chef du Service Environnement Eau Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SECRETARIAT - SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté n° DDCS / SI / 2011 – 110 du 28 juillet 2011 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association des Familles de Traumatisés Crâniens et Cérébro-lésés de Lorraine (AFTC)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association des Familles de Traumatisés Crâniens et Cérébro-Lésés de Lorraine (AFTC) dont le siège est situé à MAXEVILLE (54320) 17, route de Metz, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale, les activités suivantes :

- location de logements auprès d'organismes agréés au titre de l'article L. 365-2 du Code de la construction et de l'habitation ou d'organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées,
- location de logements à des bailleurs autres que des organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées,

CONSIDERANT la capacité de l'association AFTC à exercer les activités objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de l'Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS) auquel elle adhère,

SUR PROPOSITION du Directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale est accordé à compter du 15 juillet 2011 à l'association des Familles de Traumatisés Crâniens et Cérébro-Lésés de Lorraine pour exercer les activités suivantes :

- location de logements auprès d'organismes agréés au titre de l'article L. 365-2 du Code de la construction et de l'habitation ou d'organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées,
- location de logements à des bailleurs autres que des organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées.

Article 2 : L'association AFTC est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association AFTC est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens et Cérébro-Lésés de Lorraine et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association AFTC.

Nancy, le 28 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS / SI / 2011 – 114 du 28 juillet 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association « UNION DEPARTEMENTALE des ASSOCIATIONS FAMILIALES (UDAF) de Meurthe-et-Moselle »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association Union départementale des associations familiales de Meurthe-et-Moselle dont le siège est situé à NANCY, 11 rue Albert Lebrun, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique, les activités suivantes :

- accueil, conseil, assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes propriétaires ou locataires en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation au handicap et au vieillissement,
- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré,

CONSIDERANT la capacité de l'association UDAF de Meurthe-et-Moselle à exercer les activités objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de la Fédération Nationale UNAF à laquelle elle adhère,

SUR PROPOSITION du Directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'association UDAF de Meurthe-et-Moselle pour exercer les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Cet accompagnement consiste en :

- * l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,
- * l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,
- * l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

Article 2 : L'association UDAF de Meurthe-et-Moselle est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association UDAF de Meurthe-et-Moselle est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'association UDAF de Meurthe-et-Moselle et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association UDAF de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS / SI / 2011 – 116 du 8 août 2011 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association « Comité d'Entraide aux Français Rapatriés » (CEFR)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (CEFR) dont le siège est situé à VAUJOURS (93410) 3 route de Courtry, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Intermédiation locative et la gestion locative sociale, les activités suivantes :

- location de logements auprès d'organismes agréés au titre de l'article L. 365-2 du Code de la construction et de l'habitation ou d'organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées,
- location de logements à des bailleurs autres que des organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées,
- location de logements en vue de l'hébergement de personnes défavorisées auprès d'un organisme conventionné à l'allocation logement temporaire (ALT),
- location auprès d'un organisme d'habitations à loyer modéré d'un hôtel destiné à l'hébergement,
- la gestion de résidence sociale,

CONSIDERANT la capacité de l'association CEFR à exercer les activités objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) à laquelle elle adhère,
SUR PROPOSITION du Directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Intermédiation locative et la gestion locative sociale est accordé à compter du 01/01/2011 à l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés pour exercer les activités suivantes :

- location de logements auprès d'organismes agréés au titre de l'article L. 365-2 du Code de la construction et de l'habitation ou d'organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées,
- location de logements à des bailleurs autres que des organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées,
- location de logements en vue de l'hébergement de personnes défavorisées auprès d'un organisme conventionné à l'allocation logement temporaire (ALT) ;
- location auprès d'un organisme d'habitations à loyer modéré d'un hôtel destiné à l'hébergement ;
- La gestion de résidence sociale.

Article 2 : L'association CEFR est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association CEFR est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'Association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés.

Nancy, le 8 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS / SI / 2011 – 117 du 8 août 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association « Comité d'Entraide aux Français Rapatriés » (CEFR)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (CEFR) dont le siège est situé à VAUJOURS (93410) 3 route de Courtry, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique les activités suivantes :

- l'accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées ;
- l'assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable ;
- la recherche de logement en vue de leur location à des personnes défavorisées ;
- la participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré mentionnée à l'article L 441-2 ;

CONSIDERANT la capacité de l'association CEFR à exercer les activités objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) à laquelle elle adhère,

SUR PROPOSITION du Directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 01/01/2011 à l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés pour exercer les activités suivantes :

- l'accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées ;
- l'assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable ;
- la recherche de logement en vue de leur location à des personnes défavorisées ;
- la participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré mentionnée à l'article L 441-2

Article 2 : L'association CEFR est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association CEFR est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'Association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés.
Nancy, le 8 août 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté n° 11-DDPP-66 du 2 août 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jérôme BRAUN à REMILLY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3
et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;
VU la demande présentée par l'intéressée;
VU L'arrêté préfectoral n°11.B14 du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection des Populations,
SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Jérôme BRAUN
SELARL FR-VET
2 route de Béchy
57580 REMILLY

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 2 août 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Dr Catherine NICOLEY

Arrêté n° 11-DDPP-67 du 2 août 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Roxane BETREMIEUX à CHAVIGNY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3
et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;
VU la demande présentée par l'intéressée;
VU L'arrêté préfectoral n°11.B14 du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection des Populations,
SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Roxane BETREMIEUX
8A rue de Nancy
54230 CHAVIGNY

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 2 août 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Dr Catherine NICOLEY

AUTRES SERVICES

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

Décision n° 026/11 de délégation de signature en date du 19 mai 2011

Le Directeur,

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;
VU les articles D 6143-33 à D 6143-35 du Code de la Santé Publique ;
VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance lors de sa séance du 24 juin 2011 ;
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2008 désignant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;
VU l'arrêté du 15 novembre 2002 nommant Monsieur Fabrice CORDIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E

Article 1er : La décision n° 012/09 du 16 février 2009 est annulée.

Article 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier, du Bureau des Admissions et de l'Administration des biens des malades dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés ;
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites.

b) Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes, et des notes de service.

c) Délégation de signature pour toutes les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER, délégation est donnée à Mademoiselle Marie KETTNER, Attachée d'Administration Hospitalière pour ce qui concerne :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites,

b) tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier.

c) les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER et de Mademoiselle Marie KETTNER conjointement, délégation est donnée à :

- Monsieur Alain GUILLAUME, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points b et c de l'article 3 ;
- Madame Nelly MIRLAND, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;
- Monsieur Marc WAWRZYNIAK, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;
- Madame Myriam LE-BOHEC, Adjoint Administratif, pour tout ce qui concerne les demandes d'utilisation de la ligne de trésorerie.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle BISAGA, ingénieur chef de projet, chef du service informatique, à effet de signer au nom de Monsieur CORDIER, Directeur Adjoint en son absence :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du Système d'information Hospitalier.

Article 6 : En cas d'absence de Madame BISAGA, délégation est donnée à Monsieur Steve TAPIN, Analyste, pour ce qui concerne l'article 5.

Article 7 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 8 : Les signatures des agents visés à l'article 3, 4 et 5 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Article 9 : La présente délégation prend effet le 19 mai 2011. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 19 mai 2011

Le Directeur,
Gilles BAROU

Décision n° 031/11 de délégation de signature en date du 22 juin 2011

Le Directeur,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;
VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;
VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance en date du 24 juin 2011 ;
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;
VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2010 nommant Monsieur Sébastien MESTELAN dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté du 23 février 2011 du Centre National de Gestion affectant Madame Elisabeth WISNIEWSKI, Directrice des Soins, dans les fonctions de Directrice des Soins Coordonnatrice des Instituts de formation rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers) à compter du 1er juin 2011 ;

VU la décision N° 029/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Mme DANAN Jane-Laure Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;
VU la décision N° 030/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant M. HUREAUX Claude Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;

DECIDE

Article 1er : La décision n° 044/10 du 02 novembre 2010 est annulée.

Article 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

- En cas d'absence de Monsieur MESTELAN et de Madame Michèle GUEFVENEU, Mesdames Brigitte CHEVALLIER, Josette GARNY et Nathalie LIENARD, Adjoints des Cadres Hospitaliers, recevront délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, conventions, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien MESTELAN, la délégation susvisée sera exercée par Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

III - Questions relatives à la gestion des Instituts et ne relevant pas du rôle spécifique du directeur des soins-coordonnateur des instituts concernant la formation et l'encadrement des étudiants (Décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la Fonction Publique Hospitalière)

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, conventions, contrats, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

b) Délégation permanente est donnée à Madame Elisabeth WISNIEWSKI, Directrice des Soins Coordonnatrice des instituts de formation, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- Tous les documents à l'exclusion des conventions passées avec les universités, les associations ou les établissements de santé pour les intervenants aux actions de formation, des contrats et des attestations relatifs à la gestion des personnels.

- Toutes les notes d'information et les correspondances à l'exclusion de celles aux services ministériels et aux collectivités territoriales, de celles impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

c) Délégation permanente est donnée à Madame Jane-Laure DANAN, nommée adjoint pour l'IFSI au directeur des soins coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFSI.

- pour la maintenance de l'IFSI et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

d) Délégation permanente est donnée à M. HUREAUX Claude, nommé adjoint pour l'IFCS au directeur des soins coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFCS.

- pour la maintenance de l'IFCS et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau.

e) En cas d'absence de Monsieur Sébastien MESTELAN et de Madame Elisabeth WISNIEWSKI, délégation est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFSI à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

f) En cas d'absence de Monsieur Sébastien MESTELAN et de Madame Elisabeth WISNIEWSKI, délégation est donnée à M. HUREAUX Claude, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFCS à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataires.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 : La présente délégation prend effet le 22 juin 2011. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 22 juin 2011

Le Directeur,
Gilles BAROU

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié en date du 1er août 2011**

Référence : Décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statut particulier des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière.

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ↳ **1 poste** d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Manutention
- ↳ **3 postes** d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Restauration
- ↳ **1 poste** d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Maintenance Restauration
- ↳ **2 postes** d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Serrurerie
- ↳ **1 poste** d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Menuiserie
- ↳ **4 postes** d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Sécurité

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**Conditions générales :**

Le concours est ouvert aux candidats titulaires soit :

- ↳ d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente ;
- ↳ d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités ;
- ↳ d'une équivalence délivrée par la commission d'équivalence de diplôme ;
- ↳ d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé ;
- ↳ dans la spécialité conduite de véhicule : permis A, B, C et D en cours de validité selon les véhicules de l'établissement.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription
à compter de la date de publication de cet avis**

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Directeur Général et par délégation,
La Directrice adjointe des Ressources Humaines,
Rachel RUTHMANN

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**Avis de concours sur titre du 2 août 2011 en vue de pourvoir deux postes de préparateurs en pharmacie hospitalière**

Référence : Décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001.

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) en vue de pourvoir 2 postes de préparateur en pharmacie hospitalière.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
6 Rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- ↳ un justificatif de nationalité,
- ↳ un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date
- ↳ les diplômes et certificats dont les candidats sont titulaires
- ↳ le cas échéant, un état signalétique et des services militaires
- ↳ un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988
- ↳ pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives
- ↳ un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus

**DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis**

Lunéville, le 2 août 2011

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND